

Avant-propos

Il y a une vingtaine d'années, Bertrand Schwartz fut chargé par le Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais de lancer l'opération de "requalification d'O.S. dans les usines" (1986/1988). Ce n'était pas la première fois qu'il avait à faire dans notre région. Un homme d'"invention sociale", comme dit Louise Lambrichs (dans son ouvrage de 2006), et une région qui s'est toujours voulue terreau d'innovations, comme disaient les documentalistes (dans *Évolution des métiers de la formation des années 70 à l'an 2.000*. - Lille : Collectif Documentaire pour l'Emploi et la Formation - DAFCO, septembre 1993, 87 p.), ne pouvaient que se rencontrer durablement. À tel point qu'il put dire un jour de 1996 que, "dans une certaine mesure", le Nord-Pas de Calais était bien sa "seconde patrie".

Après le "stage ouvrier" dans les mines du Nord au début de sa carrière, Bertrand Schwartz accompagna notre région pour chacune des grandes expérimentations auxquelles il avait insufflé la vie, la vie collective, la vie sociale : les **actions collectives de formation** (depuis le début des années soixante-dix), les **missions locales** pour l'insertion des jeunes (depuis le début des années quatre-vingt), les actions **Nouvelles Qualifications** puis **Nouvelles compétences, nouvelles entreprises** (depuis le milieu des années quatre-vingt), les actions enfin répondant à la problématique de **Moderniser sans exclure** (depuis les années quatre-vingt-dix).

Établir la bibliographie de Bertrand Schwartz n'est pas chose aisée, pour au moins deux raisons principales. Tout d'abord, comme pour l'action, l'écriture est ici souvent collective et Bertrand Schwartz est là pour impulser, pas forcément pour faire. Du coup, la signature importe moins que le propos. Ensuite, l'action de Bertrand Schwartz est essentiellement "disséminante", produisant une sorte de redondance territoriale. Du coup, la documentation est pléthorique.

À l'exception de la première série de références, nous avons donc choisi de ne retenir pour la présente bibliographie consacrée à Bertrand Schwartz que les documents qui portent indéniablement la marque de notre région. C'est bien du "Bertrand Schwartz, compagnon de route du Nord-Pas de Calais" qu'il s'agit ici.

Pour le même ordre de raisons, Bertrand Schwartz a choisi de confier ses archives personnelles à notre région, comme pour témoigner de la force d'innovation sociale qui caractérise sa "seconde patrie". Ces documents, pris en charge par le Service des Archives de la Région, sont destinés à constituer un Fonds Régional Bertrand Schwartz, à l'alimentation duquel nous appelons d'ores et déjà les acteurs de la formation, de l'économie et du travail social. Confiez-nous vos archives sans censure aucune : tout document éclairant la moindre parcelle de l'histoire que nous avons construite en compagnie de Bertrand Schwartz est "éligible" ! L'ensemble de ce fonds fera l'objet d'une valorisation documentaire par les soins du C.U.E.E.P. et du C.2.R.P., afin d'en assurer la connexion avec les autres entreprises de mémorisation documentaire concernant l'éducation permanente, mais aussi afin que le souffle novateur dont il témoigne parcourt l'espace public pour les générations à venir.

Bruno RICHARDOT
USTL-CUEEP

Service des Archives régionales du Nord – Pas-de-Calais

Création en 1984.

Le service des Archives régionales bénéficie, depuis 1989 de locaux fonctionnels permettant l'accueil du public.

En janvier 2007, il a emménagé avec une partie de ses 9 kml au rez-de-chaussée des locaux du Siège de Région, au 151 avenue du Président Hoover à Lille.

Le service des Archives conserve et communique quotidiennement en salle de lecture des fonds aussi riches que méconnus.

Les chercheurs peuvent avoir accès à l'histoire de la région depuis 1974. Certains fonds permettent de découvrir de multiples projets mis en œuvre depuis plus de 30 ans. Ils constituent la mémoire collective régionale.

Consultation

La loi du 3 janvier 1979 sur les archives stipule que les archives publiques sont librement consultables à l'expiration d'un délai de trente ans (sauf pour les documents librement communicables recensés dans la loi relative à l'accès aux documents administratifs). Les archives régionales sont récentes, la plupart d'entre elles nécessitent donc une dérogation. La demande en est faite en salle de lecture.

L'ensemble de la production archivistique des politiques régionales y est conservé : l'aide au développement économique, la politique actuelle de la ville, l'apprentissage, la formation professionnelle, l'amélioration de l'environnement, la construction des lycées, la Mission transmanche, les transports, les sports, les ports, la culture, la construction du Louvre – Lens, ...

Archives publiques

Archives de l'Etablissement public régional (EPR),
Archives des directions et services du Conseil régional (CR-NPDC),
Archives du Conseil économique et social régional (CESR-NPDC),

Archives des organismes associés (OA)

Archives semi-publiques

- Office culturel régional (OCR),
- Office régional d'information et de coordination pour l'éducation permanente (ORICEP),
- Office régional de la culture et de l'éducation permanente (ORCEP),
- Agence régionale d'aide à la gestion des entreprises culturelles (ARGEC),
- Agence régionale de l'énergie (ARE),
- Maison de la région Nord – Pas-de-Calais (Paris),
- Agence régionale de développement (ARD),
- Centre régional de la consommation (CRC),
- Centre régional de ressources audiovisuelles (CRRAV),
- Comité d'action et de promotion régionales et sociales (CAPRES)
- Développement de l'action culturelle opérationnelle en région (DACOR)

Archives du Fonds régional de garantie (FRG),
Archives de l'Agence européenne d'information sur la consommation (AEIC) ou Institut européen interrégional de la consommation (IEIC),
Archives de l'Espace naturel régional (ENR).

Archives privées

Archives des présidents du Conseil régional : Noël Josèphe, Michel Delebarre,
Archives d'élus du Conseil régional,
Archives du photographe Paul Walet.

Les collections du service comportent également des archives iconographiques : photographies, cassettes vidéo ou audio, CDROM, affiches, plans et maquettes d'architectes. Par ailleurs, sa bibliothèque contient de nombreux ouvrages, études ou périodiques régionaux.

Les archives de Bertrand Schwartz,

Bertrand Schwartz a dédié sa carrière à la formation permanente, ses archives compléteront celles produites par les directions de l'Institution : ex Mission nouvelle qualification (MNQ) – Direction de l'action économique ; Missions locales – Direction de la formation permanente.

Un travail de valorisation du fonds sera effectué en collaboration avec le CUEEP et le C2RP. Ce fonds comprend vingt boîtes qui contiennent pour la plupart les interventions, conférences, notes, entretiens et réflexions qu'il a conservés.

Dans cet ouvrage, le service vous présente également une fiche descriptive de la Direction de la formation permanente (DFP) et deux listes de sigles concernant la formation permanente : une liste commune aux services d'Archives régionales et une autre alimentée au fur et à mesure des versements effectués par la DFP.

Christine Paquet
Archives régionales du Nord – Pas de Calais.



Le Centre Régional de Ressources Pédagogiques et de Développement de la Qualité de la Formation

Créé par l'Etat et la Région dans le cadre du Contrat de Plan 1994-1999. Le C2RP a pour objectif de faciliter la cohérence des politiques publiques de formation et de promouvoir la qualité de la formation. Cette mission a été confirmée par le contrat de projet 2007 – 2013.

A travers ses différentes missions, le C2RP s'adresse aux acteurs de la formation permanente et à ceux qui s'intéressent à son évolution, dans toutes ses dimensions (formation, emploi, orientation, insertion).

LE CENTRE DE RESSOURCES

L'une des missions du C2RP est assurée par le Pôle Ressources et consiste à mettre à disposition des professionnels de la formation une documentation multi-support spécifiques aux domaines de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Ce bulletin bibliographique propose une sélection d'ouvrages, d'études et de rapports disponibles en prêt au Centre Régional de Ressources Pédagogiques. Vous trouverez également des articles, des cédéroms,... consultables au centre de ressources.

Les services proposés sont :

- **Sur le site www.c2rp.fr**
 - **Fonds documentaire en ligne** : rubrique « recherche documentaire »
 - **Doc'Express** : sélection de la presse régionale et nationale
 - **L'actualité du Centre de Ressources**
 - **Les sites utiles, les dossiers thématiques,...**
 - **Les bulletins bibliographiques thématiques téléchargeables**
- **Aide personnalisée à la recherche documentaire**
sur rendez-vous Tél : 03.20.90.73.39
- **Auto-documentation et mise à disposition de micro ordinateurs pour consultation dans différents domaines : pédagogique, juridique, organismes de formation, TRE,...**
du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30
- **PRÊT D'OUVRAGES POUR UNE DURÉE DE 15 JOURS**
- **Rendez-vous du C2RP**
Débats et échanges entre professionnels et avec un auteur, autour d'une thématique

LE C2RP & SES MISSIONS

Des fonctions multiples pour un service complet :

- Développer l'information sur la formation, les métiers, l'emploi et l'insertion,
- Impulser les nouvelles pédagogies éducatives,
- Animer les réseaux de professionnels de la formation et de l'information,
- Professionnaliser la chaîne des acteurs de la formation,
- Agir contre l'illettrisme,
- Accompagner le développement des organismes,
- Capitaliser les méthodes et les outils pédagogiques,
- Animer le réseau des partenaires de l'OREF,
- Aider à la compréhension des politiques européennes,
- Faciliter la mobilité internationale,
- Mettre en œuvre des programmes d'actions pour le personnel des Missions Locales.

Un travail fondé sur le partenariat :

- Avec les acteurs institutionnels et socio-économiques pour définir ses plans d'action,
- Avec des professionnels qualifiés pour offrir les meilleurs services,
- En mobilisant en interaction ses ressources et ses compétences pour offrir un service global,
- En s'appuyant sur un réseau de 15 Relais pour proposer des services de proximité.

Ces missions sont réunies au sein de **cinq pôles de compétences** au service des acteurs de la formation et du développement territorial :

- **Ressources** : la source régionale d'information et d'animation sur la formation, l'emploi et l'insertion, déployée au niveau territorial.
- **Qualité** : le développement, la valorisation et l'anticipation des réponses qualitatives aux politiques publiques de formation favorables aux évolutions professionnelles.
- **Emploi/Formation** : le développement des liens entre les acteurs de l'emploi et de la formation.
- **Europe et international** : l'aide à la compréhension des politiques européennes et à la valorisation des bonnes pratiques.
- **Animation régionale du réseau des Missions Locales** : l'animation technique du réseau dans le cadre du protocole régional Etat – Région – Association Régionale des Missions Locales.

Centre Régional de Ressources Pédagogiques
et de développement de la qualité de la formation
Immeuble « Le Vendôme »
50 rue Gustave Delory
59000 LILLE
Tél. 03 20 90 73 00 – Fax 03 20 90 73 20
www.c2rp.fr

SOMMAIRE

1 – Les actions collectives de formation	p. 12
2 - Les Missions locales	p. 15
3 – La Mission nouvelles qualifications	p. 20
4 – Moderniser sans exclure	p. 25

ANNEXES

- Fiche descriptive de la Direction de la formation permanente, DFP	p. 28
- Répertoire des principaux sigles utilisés par les services d'Archives régionales dans le domaine de l'emploi, de la formation et de l'insertion	p. 36
- Sigles utilisés par le service des Archives régionales du Nord – Pas-de-Calais	p. 45

Rapport sur l'insertion professionnelle et sociale des jeunes - 1981 : naissance de l'insertion / SCHWARTZ Bertrand, LABBE Philippe, Collectif d'auteurs
Rennes : Éditions Apogée, juin 2007.-235 p. - ISBN : 978-2-84398-281-1 / Ean 13 : 9782843982811

Ce document constitue la réédition du Rapport de 81 agrémenté du nouvel état des lieux de l'insertion des jeunes en 2007, puis des propositions ambitieuses et concrètes qui en découlent.

Chacun pourra y constater l'actualité de ses analyses et de ses propositions... preuve s'il en est qu'il reste beaucoup à faire pour vaincre les égoïsmes, les lenteurs et les intérêts multiples qui empêchent notre société de faire à la jeunesse la place qu'elle devrait occuper. À l'issue du Rapport, plusieurs contributeurs amorcent la réponse à l'exhortation de Bertrand Schwartz pour un nouveau Rapport. Philippe Labbé, sociologue et auteur de plusieurs ouvrages sur les missions locales, propose une lecture qui chemine de 1981 à aujourd'hui et vers demain, du personnage Bertrand Schwartz au contenu du Rapport, des missions locales aux enjeux sociétaux, de la problématique d'insertion aux nouvelles données économiques... L'Association nationale des directeurs de missions locales, sur la base de sept contributions de ses administrateurs-trices (Myriam Audouze, Régis Barbier, Christine Béguinot, Michel Bonnet, Ana Feldman, Annie Jeanne, Vincent Plovier, Rachid Oukrid, Enrico Riboni et Sylvie Weill), ouvre la voie d'un "Contrat social avec la jeunesse" : de l'approche différenciée à l'approche globale, de l'orientation et de la formation à l'innovation...

(d'après le résumé de l'ouvrage)

1-SCH-2678 (C2RP)

L'œuvre de Bertrand Schwartz : ses archives et les Grands Entretiens / AUROI-JAGGI
Geneviève, DOMINICE Pierre, SCHWARTZ Bertrand
Genève : 2007 (CD : 2007 ; DVD : 2003)

Pour garder en mémoire l'œuvre remarquable de Bertrand Schwartz, ce CD interactif regroupe des documents inédits, des textes, rapports, interviews et entretiens, conférences, enregistrements vidéo et son, ainsi que des articles parus dans la presse de 1950 à nos jours témoignant de ses actions et engagements. Un moteur de recherche intégré permet de retrouver facilement les données dans tous les documents.

Le DVD est un entretien télévisé de 42 minutes, dans lequel Bertrand Schwartz, homme de terrain en même temps qu'universitaire, livre le fruit de 40 ans d'actions et de réflexions. Cet outil incontournable permet aux cadres de la formation et de l'emploi, formateurs, élus, journalistes, historiens de trouver des références et des documents d'actualité utiles à leur profession. (d'après le résumé du document)

972698 (C2RP)

Histoire et mémoire de la formation permanente des adultes en Nord - Pas-de-Calais 1945-2000 / MLEKUZ Gérard (Coordinateur), participation de CHARLON Elisabeth, DENANTES Jacques, DOURLENS Anne, EVRARD Serge, GADREY Nicole
Lille : CUEEP Lille, juin 2006.- 112 p.

Ce document est une mise en récit nourrie de faits, de lectures, de points de vue recueillis auprès de témoins de la période 1945-2000 mais aussi de souvenirs personnels, puisque la majeure partie des auteurs de ce texte sont nordistes et ont été, aussi, des acteurs de l'histoire ici racontée. Il privilégie l'histoire politico-institutionnelle de la formation permanente en Nord – Pas-de-Calais. Ce document a été commandités par le Conseil Régional Nord – Pas-de-Calais et produits par une équipe réunie autour du CUEEP de Lille. Quatre mots caractérisent le travail accompli par cette équipe : exploration, formalisation, transmission et contribution aux débats de demain.

972737 (C2RP)

Ar. : ET 7329

Construire une pensée collective pour l'action / Collectif d'auteurs, SCHWARTZ Bertrand, SARAZIN Gérard
Pour, mars 2006, n°189, pp. 57-201 - ISSN : 0245-9442

Il y a cinquante ans, Bertrand Schwartz initiait ses premières actions. Au fil du temps, il a affiné sa démarche, l'adaptant aux situations, aux contextes particuliers et donnant priorité aux publics exclus. Cette démarche a fait ses preuves et l'on peut s'étonner aujourd'hui que les politiques éducatives et sociales l'aient si peu intégrée. Comment faire pour que le plus grand nombre puisse s'en inspirer dans ses pratiques ? A contre-courant des solutions d'urgence de l'action publique, ce dossier met en avant une démarche exigeante qui demande une posture éthique, une relation ouverte aux autres, une conscience de la globalité de chaque situation. Ces initiatives de référence s'appuient toujours sur les pratiques de terrain qui s'inscrivent dans le courant de la promotion sociale, de l'éducation permanente et d'une construction européenne, voire internationale. (d'après le résumé de la revue)

r2002 (C2RP)

L'invention sociale : à l'écoute de Bertrand Schwartz / LAMBRICHS L. Louise
Paris : Editions Philippe Rey, mars 2006.-282 p. - ISBN : 2-84876-053-2

Ce livre d'entretien avec Bertrand Schwartz se donne pour objectif de revoir le parcours d'un homme. Par ces expériences innovantes, il a contribué à modifier le paysage de la formation et de l'insertion et n'a cessé d'inventer de nouvelles démarches pour lutter contre l'exclusion et les inégalités sociales. Il revient sur ses diverses expériences à l'Ecole des mines, au CUCES de Nancy, à la préfecture de Bordeaux... ainsi que sur les projets et rapports d'études qui lui ont été demandés par diverses institutions. Il revient également sur ses conceptions de l'innovation sociale notamment les démarches mettant en œuvre la médiation sociale.

7-LAM-2591 (C2RP)

Entretien avec Bertrand Schwartz / SCHWARTZ Bertrand, RAYNAL Marie
Ville-Ecole-Intégration, mars 2004, n°136, pp. 7-20 - ISSN : 1299-085X

Dans cet entretien, Bertrand Schwartz raconte son histoire, il retrace son parcours professionnel. Il a montré la voie de formations possibles et réussies pour des personnes peu qualifiées, à condition que l'on sache les écouter et leur faire confiance, ce qui nécessite de transformer en profondeur les pratiques de formation. (d'après le résumé de la revue)

r1593 (C2RP)

La formation des adultes - Histoire d'une utopie en acte : Le complexe de Nancy / LAOT Françoise F.
Paris : Editions l'Harmattan, 1999.-96 p. - ISBN : 2-7384-7461-6

Comment pensait-on la formation des adultes avant la loi de 1971 ? Dans les années 60 à Nancy, trois institutions œuvrent en symbiose dans un même but : le développement de l'éducation permanente en France ou la possibilité enfin donnée à tous de se former " du berceau au cimetière ". (d'après le résumé de l'ouvrage)

11-LAO-2677 (C2RP)

Réconcilier les exclus avec le savoir / SCHWARTZ Bertrand
Actualité de la formation permanente, mars-avril 1998, n°153, pp. 27-32

Cette contribution, d'un ancien Délégué interministériel à l'insertion des jeunes et fondateur de l'association "Moderniser sans exclure", propose quatre expériences visant à réconcilier les exclus avec le savoir. La première expérience présentée concernait une opération de promotion sociale, menée au centre universitaire de Nancy, pour des ouvriers non qualifiés, la seconde, une action de formation collective dans les mines de fer de l'Est de la France, la troisième, une formation qualifiante de jeunes chômeurs, exclus du système éducatif et de très faible niveau de formation, la quatrième, une opération de formation d'ouvriers non qualifiés travaillant à la chaîne dans une entreprise du secteur de la construction automobile. Ces expériences sont analysées ici à travers leurs résultats positifs et surtout négatifs. L'auteur tire de ces expériences plusieurs enseignements pour contourner les écueils et lutter contre l'exclusion des publics peu qualifiés.

f1142 (C2RP)

La loi du 16 juillet 1971 en gestation / ANDCP ; VATIER Raymond, MEIGNANT Alain, PALAZZESCHI Yves
Personnel, mars-avril 1997, n°378, pp. 51-55

Les débuts de la formation continue racontés par un témoin de l'époque. On assiste à l'évolution de la notion de qualification appréhendée à partir des situations de travail et non plus de métier, à la naissance de nouvelles institutions comme l'Afpa, le FNE, le Céreq, l'Unedic, l'Apec et bien d'autres. Une convergence d'initiatives publiques et privées, le rôle joué par des personnalités comme Jacques Delors, Bertrand Schwartz et d'autres dans l'émergence d'idées et de pratiques nouvelles qui aboutirent à la mise en place d'un dispositif réglementaire de la formation continue.

h1474 (C2RP)

Moderniser sans exclure / SCHWARTZ Bertrand
Paris : Editions la Découverte, 1994.-244 p. - ISBN : 2-7071-2301-3

Bertrand Schwartz retrace ici sa longue expérience d'action en faveur de la lutte contre l'exclusion et le chômage. Il commence par le bilan des obstacles, difficultés et premières pistes liés à la formation des personnes de faible niveau de qualification. Puis, après avoir présenté l'action collective de formation menée à Briey, l'auteur expose les principes, les résultats et les enseignements tirés de l'opération "Nouvelles qualifications". L'action conduite à MCA Renault Maubeuge fait l'objet d'un chapitre particulier.

5-SCH-1240 (C2RP)

Ar. : B4959

Des politiques éducatives pour la région : cahier des rencontres, et actes – Lille 7 et 8
novembre 1985 : journées d'étude Maison de l'éducation permanente / Orcep
Lille : Région Nord – Pas-de-Calais, novembre 1985, 145 p. - 255 p.

Ce document est composé d'une sélection de textes, d'un relevé bibliographiques et de reportages dont l'objectif est de contribuer aux débats sur les thèmes du développement local, développement économique, de la maîtrise des technologies nouvelles et de la valorisation des ressources humaines. On y retrouve notamment un entretien avec Bertrand Schwartz : « Inventer aujourd'hui des nouvelles qualifications pour les emplois de demain ».

Ar. : ET 780

**Éducation permanente : rapport final / Conseil de la coopération culturelle, Groupe directeur sur l'éducation permanente
Strasbourg : Conseil de l'Europe, 1978.- 94 p.**

Ce rapport final conclue une série d'études qui tentaient de définir les "fondements d'une politique éducative intégrée". Il est le fruit du travail et des réflexions du Groupe directeur nommé par le Conseil de la Coopération Culturelle du Conseil de l'Europe.

La trame suivie par le groupe d'experts tourne autour de trois objectifs essentiels : l'autonomie responsable, l'égalité des chances et l'accomplissement personnel.

Les conclusions et préconisations de ce rapport ont été une source d'inspiration pour les futures politiques éducatives.

972736 (C2RP)

**Une autre école / SCHWARTZ Bertrand
Paris : Flammarion, 1977.-257 p.**

L'école française souffre de deux maux essentiels : elle est inégalitaire et coupée de la vie. Préfacé par Pierre Mauroy, ce livre constitue résolument un plaidoyer (un « manifeste », dit l'auteur lui-même) pour la « discrimination positive » et pour l'ouverture de l'école sur la vie globale. L'auteur présente ici des propositions concrètes pour la petite enfance, l'école de base et le lycée. Elles débouchent sur un système radicalement nouveau qui ferait "alterner des situations complémentaires de formation" associant à l'école et sur le tas enseignants et praticiens. Ce document constitue également un projet politique, un projet qui voit loin. L'auteur y montre sa position dialectique, de sa philosophie de l'action, qui présente une certaine parenté avec ce qu'on appellera quelques années plus tard la « pensée complexe » (Edgar Morin et d'autres).

8-SCH-18 (C2RP)

**Le colloque sur la formation permanente, tome1 et 2, région Nord – Pas-de-Calais / Conseil régional Nord – Pas-de-Calais, Comité économique et social
Lille : Établissement public régional, décembre 1974, 80 p. – 363 p.**

C'était le premier colloque régional (les assemblées régionales venaient de s'installer) et il fut consacré à la formation permanente. La naissance des A.C.F. de Sallaumines-Noyelles et de Roubaix-Tourcoing était un fait de l'histoire régionale récente. Bertrand Schwartz est là qui délivre son message fondateur.

La commission « bassin minier ouest » permet aux acteurs de l'A.C.F. de Sallaumines-Noyelles de faire entendre leur voix. On y parle du projet « d'une action de type Sallaumines-Noyelles dans la zone d'Auchel-Bruay ». Noël Josèphe, président de la commission « enseignement et culture » du Conseil Régional présente la synthèse des rapports des sept commissions. Il souligne l'intérêt considérable que représentent les expériences de formation collective. Claude Dubar présente un rapport général, « essai de synthèse des problèmes liés à la formation des hommes dans l'ensemble de la région Nord – Pas-de-Calais ». Dans ce texte qui livre les données régionales de la formation permanente, et où la problématique sociologique de la formation professionnelle continue montre, peut-être pour la première fois dans un document public, ses grandes lignes, l'A.C.F. est bien sûr évoquée et présentée. Enfin ce rapport général est suivi d'une série de rapports par « zones ». Le « bassin minier ouest » fait l'objet d'un rapport de 25 pages, et l'A.C.F. de Sallaumines-Noyelles y est largement présentée.

Ar. : ET 1173

**L'éducation demain : une étude de la Fondation européenne de la culture/ SCHWARTZ
Bertrand
Paris : Aubier-Montaigne, coll. Recherches économiques et sociales, 1973.- 333 p.**

Ce livre, écrit fin 1971, se veut un outil de réflexion et de travail. Il fonde le projet de B. Schwartz sur le concept d'éducation permanente. L'auteur indique les conséquences de cette notion sur les derniers cycles de l'Ecole, réfléchit au rôle de la formation générale et montre pourquoi il privilégie l'autoformation. Il propose des réformes globales ayant trait aux structures, aux méthodes, au contenu, à l'école elle-même aussi bien qu'aux types de maîtres nécessaires pour mettre en œuvre son projet.

Cueep

1 – Les actions collectives de formation

La longue marche de l'éducation permanente / MLEKUZ Gérard

Pour, juin 1999, n°162, pp. 99-105 - ISSN : 0245-9442

Il y a une vingtaine d'années se créaient des actions collectives de formation initiées par le Cueep de Lille, dans la région minière de Sallaumines - Noyelles-sous-Lens. Ces actions figurent au premier rang des dispositifs de formation d'adultes ayant cherché à concrétiser les idéaux de l'éducation populaire et ceux de l'éducation permanente. Elles s'efforcent de réconcilier des milliers d'adultes faiblement scolarisés avec l'idée de se former tout au long de la vie. Mais que sont devenues ces actions collectives de formation du Nord ? Comment se portent-elles aujourd'hui ? Quelles fonctions remplissent-elles ? Quel avenir ont-elles ?

r929 (C2RP)

Portugal, éducation des adultes et développement local et régional / Centre Inffo ; MLEKUZ Gérard

Actualité de la formation permanente, mars-avril 1994, n°129, pp. 94-98

Présentation de la conception portugaise du développement éducatif local, à partir des actions mises en oeuvre dans la région de l'Alentejo. Ce dispositif n'est pas sans rappeler les actions collectives de formation mises en place dans les années 70 par Bertrand Schwartz.

h647 (C2RP)

Les actions de formation collective 1964-1992 : l'éducation permanente oubliée ? Des formateurs issus du milieu ? / HEDOUX Jacques

Actualité de la formation permanente, janvier-février 1994, n°128, pp. 26-32

A l'origine de la création de la Mission Nouvelles Qualifications, de la formation modulaire et de l'individualisation, les actions collectives de formation (ACF) ont été mises en place en 1964 par B. Schwartz sur huit sites frappés de récession économique dans le Nord. L'objectif était notamment de faciliter l'accès à la formation de populations ouvrières, permettre une qualification professionnelle, développer de nouvelles formes de sociabilité et de solidarité. En 1992 sur les huit actions ayant eu le label ACF, seules deux subsistent. L'innovation principale a consisté à faire appel à des formateurs issus du milieu professionnel et à limiter à 50 % la part des enseignants. Cette politique a nécessité une mise en oeuvre de formations de formateurs, de structures d'animation et de capitalisation pédagogiques.

i450 (C2RP)

20 ans de formation d'adultes : l'action collective de formation de Sallaumines Noyelles-sous-Lens/ Centre université économie éducation permanente [CUEEP] Lille : CUEEP, Université des sciences et technologies de Lille [USTL] (Les Cahiers d'études du CUEEP, n°19), novembre 1991.-102 p.

Allocutions, témoignages, réflexions dressent un bilan de l'action collective de formation menée à Sallaumines.

5-CUE-952 (C2RP)

1971-1991 Vingt ans d'action collective de formation à Sallaumines, Noyelles-sous-Lens, Méricourt et Loison-sous-Lens/ RICHARDOT Bruno
Lille : Université des sciences et technologies de Lille [USTL], Service documentation du CUEEP, avril 1991.- 16 p.

Repères bibliographiques

Des femmes en formation : stagiaires et formatrices de couture dans les actions collectives de formation / BRETON Josette, FEUTRIE Michel, HEDOUX Jacques, MLEKUZ Gérard, RICHARDOT Bruno
Villeneuve d'Ascq : Adafco, Lastree, Université de Lille I, décembre 1984.- 390 p.

Cette étude financée par le Conseil Régional Nord – Pas-de-Calais dans le cadre de l'Université pour Tous a été menée par une équipe de chercheurs de l'Université de Lille I, d'animateurs locaux de formation et de formatrices. Elle a porté à la fois sur les stagiaires et les formatrices de coupe - couture. La parole des femmes y est remarquablement respectée, prise au sérieux, analysée comme source principale et non seulement comme illustration secondaire. Le rapport « coupe – couture », consacré au A.C.F., suscite l'intérêt et incite aux réflexions les plus essentielles.

Ar. : ET 591

Un programme de développement local intégré dans le Pas-de-Calais / CLEMENT Danièle, HANTUTE Catherine, MEBARKI Malik, RICHARDOT Bruno, VERSPIEREN Marie-Renée
Lille : Centre université économie éducation permanente [CUEEP], Université des sciences et technologies de Lille [USTL] (Les Cahiers d'études du CUEEP, n°2), 1984 .- 130 p.

Commanditée par la Commission des Communautés Européennes, l'étude, dont ce document est la synthèse, concerne une zone de vingt communes de bassin minier, zone au centre de laquelle se trouve l'A.C.F. La première partie s'attache à dresser l'état des lieux de cette zone (tissu humain, tissu économique, tissu socio-culturel et tissu éducatif). La seconde partie recense et présente un programme de développement local, dont un projet porté par l'A.C.F., « Montée collective en qualification et technologies nouvelles ».

Consultable : Lille III

La demande de formation en milieu ouvrier : l'action de formation collective de Sallaumines-Noyelles / Université René Descartes – centre de formation continue ; FEUTRIE Michel
[s.l.]: [s.n.], 1980.-374 p.

A travers l'expérience de l'action de formation collective de Sallaumines- Noyelles-sous-Lens, l'auteur tente de saisir la dynamique instaurée entre une institution et son public potentiel et réel dans l'accès à la formation et dans l'expression des demandes professionnelles ou non et les résultats produits et les retombées de la formation sur la vie individuelle et sur la collectivité.

971358 (C2RP)

Non-publics, publics de la formation d'adultes : l'accès à l'Action Collective de Formation de Sallaumines-Noyelles sous Lens
Thèse, Lille3, 1980.- 633 p. + annexes

Cette thèse a donné lieu plusieurs présentations synthétiques ou partielles, notamment dans le « Bulletin d'information et de documentation sur l'éducation permanente », n° 35, 1981, dans la revue « Education permanente », n° 61, 1981, dans « Les cahiers de l'animation », n° 34, 1981, dans la collection « Education des adultes » de la F.U.N.O.C. , n° 10, 1982 , dans la « Revue française de sociologie », n° XXIII-2 , 1982 et dans « Actualité de la formation permanente », n° 56, 1982.

Thèse consultable à Lille III

Les retombées culturelles d'une action collective de formation / Institut de sociologie de l'université de Lille I, Centre université économie éducation permanente [CUEEP] ; DESPRINGUE André-Marie, DUBAR Claude, FEUTRIE Michel, FURMAN Marie, HEDOUX Jacques, MLEKUZ Gérard
Lille : Université de Lille I, janvier 1979.-188 p.

Cette étude présente l'opération "ma vie de mineur" de mai-juin 1978 à Noyelles-sous-Lens. Elle s'inscrit dans le cadre de la mine en déclin et incite les acteurs à se positionner à l'occasion de cette manifestation par rapport à l'avenir de la région et aux solutions à apporter à ses problèmes économiques et sociaux. Elle s'inscrit aussi dans une histoire locale de l'action culturelle pour un public en grande majorité ouvrier.

2-575 (C2RP)

Ar. : ET 134

Le public des Actions Collectives de Formations dans la région Nord – Pas-de-Calais
Lille : Oricep, multigraphié, 1979.- 109 p.

Analyse statistique des publics des quatre A.C.F. de la région (caractéristiques, représentativité, évolution et répartition selon les domaines de formation, jusqu'en juin 1978) , précédée d'une vingtaine de pages destinées à cadrer les A.C.F. historiquement et socio-économiquement.

Ar. : ET 138

La volonté de former / DUBAR Claude, FEUTRIE Michel, MLEKUZ Gérard
Lille : Adafco Université de Lille 1, 1978.- multigraphié 100 p.

Suite de l'étude de 1976 (le public de la formation collective), ce document présente l'analyse institutionnelle de la formation et l'étude des pratiques pédagogiques à partir d'entretiens de responsables et de formateurs de l'A.C.F.

Le public de la formation collective / Institut de sociologie de l'université de Lille I, Centre université économie éducation permanente [CUEEP] ; DUBAR Claude, FEUTRIE Michel, MLEKUZ Gérard
Lille : Université de Lille I, octobre 1976.-241 p.

Ce rapport constitue un des premiers bilans relatifs à l'A.C.F. Il est centré sur le public de la formation collective. Il présente l'histoire, le cadre économique et social, le fonctionnement de l'A.C.F puis une analyse statistique du public des auditeurs, de son évolution, de ses caractéristiques et les enseignements que l'on peut en tirer. Une étude des pratiques et représentations du public à partir d'entretiens est faite.

1-574 (C2RP)

Ar. : ET 2985

2 – Les Missions locales

Les 16-25 ans et la vie active. Le rôle des Missions locales / GAGNEBET Philippe
Paris : Autrement, novembre 2006.- 200 p. - ISBN : 978-2-7467-0896-5

En 1981, face au chômage de masse, Bertrand Schwartz, dans un rapport au Premier ministre, préconise la création d'une structure d'accueil destinée aux 16-25 ans : les missions locales pour l'emploi. La France en compte aujourd'hui près de 500. Dans un contexte où beaucoup de jeunes, peu qualifiés et/ou victimes de discriminations, se trouvent mis au ban de la société, le réseau pionnier des missions locales joue un rôle d'insertion que les institutions traditionnelles ne parviennent plus à remplir seules. Dans ce livre, l'auteur montre leur importance à travers leur histoire, leurs objectifs, leurs problématiques et leur fonctionnement concret. Il apporte également des témoignages directs, doublés du regard de multiples acteurs de l'insertion.

6-GAG-2636 (C2RP)

L'inventivité au quotidien des missions locales et PAIO / BARON Cécile, NIVOLLE Patrick
Premières synthèses, août 2005, n°34.1, 6 p.

Les missions locales et les Permanences d'Accueil, d'information et d'orientation (PAIO) ont été créées dans les années quatre-vingt pour lutter contre le chômage des jeunes et faciliter leur insertion sociale et professionnelle. Conçues comme des organisations souples implantées localement, elles devaient notamment favoriser l'émergence de réponses que les modes traditionnels d'intervention ne parvenaient pas à trouver. Cofinancées par l'Etat, les collectivités territoriales et le Fonds Social Européen (FSE), elles regroupent un ensemble de professionnels aux compétences diversifiées. Souplesse d'intervention et expérience collective sont privilégiées afin de trouver des solutions adaptées aux contextes locaux et aux besoins des jeunes en insertion. Des exemples recueillis sur le terrain en 2003 et 2004, avant la mise en place du Plan de Cohésion Sociale, montrent que l'innovation prend des formes diverses : accueil des personnes, outils pour l'orientation professionnelle, négociation avec les employeurs, développement de partenariats multiples, place plus importante donnée aux jeunes dans le fonctionnement ou les prises de décisions. (d'après le résumé de la revue)

r1859 (C2RP)

Une place pour chaque jeune. Le pari des missions locales / TULET Jean
Paris : Dexia Editions
Le Cherche Midi, juin 2005.- 249 p. - ISBN : 2-74910-453-X

Cet ouvrage retrace l'histoire des missions locales, commencée il y a bientôt vingt-cinq ans. L'auteur rend compte de la culture originale de ce réseau fondé sur l'écoute et la participation des jeunes, de la capacité de mobilisation de tous les acteurs locaux pour trouver, avec les missions locales, des réponses adaptées à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté. Il souligne l'importance des politiques publiques en faveur de ces jeunes et montre comment celles-ci se sont appuyées sur le réseau des missions locales.

6-TUL-2536 (C2RP)

**Les missions locales et l'innovation / BARON Cécile, BUREAU Marie-Christine, GOMEL Bernard, LEYMARIE Colette, NIVOLLE Patrick, SCHMIDT Nicolas, WISSLER André ; Centre d'études de l'emploi [CEE]
Noisy-le-Grand : CEE, mai 2005.- 280 p.**

L'étude a pour objet de participer à la réflexion sur l'activité des missions locales et leurs pratiques innovantes, en liant trois niveaux d'analyse :

- une exploration bibliographique de travaux réalisés en sciences sociales sur la question de l'innovation ;
- une analyse de "fiches-action", rédigées par des missions locales et PAIO dans le but de décrire les actions qui leur paraissent les plus significatives ;
- des monographies approfondies, afin de mieux comprendre les conditions d'émergence et de déroulement de ces actions au sein des associations.

6-2579 (C2RP)

**Innover dans le social : l'exemple des missions locales / BUREAU Marie-Christine, LEYMARIE Colette
Connaissance de l'emploi, février 2005, n°12, 4 p.**

Les missions locales accompagnent les jeunes dans leur insertion sociale et professionnelle et interviennent dans quatre autres directions : l'action sur les marchés locaux du travail en vue de stabiliser les parcours d'emploi, la prise en compte de difficultés au niveau de la santé du logement et de la vie familiale, la conception de services attractifs en vue de fidéliser les usagers et, l'action citoyenne pour faciliter l'accès des jeunes à l'espace public. Elles définissent des processus d'innovation en réponse à des situations critiques.

r1771 (C2RP)

**Le parrainage : un tremplin vers l'emploi : document pour la formation des parrains / Centre régional de ressources pédagogiques [C2RP], Animation régionale des missions locales Nord – Pas-de-Calais
Lille : C2RP, novembre 2004**

Le principal objectif de cette vidéo est de servir de support aux réunions d'information destinées aux nouveaux parrains. Elle est composée de huit séquences différentes, séparées d'un temps d'arrêt. Ce temps est consacré à l'apport de précisions et aux réponses aux questions des parrains. Le livret d'accompagnement est destiné aux référents, il présente brièvement le scénario de chaque séquence et propose des pistes pour illustrer et compléter celles-ci. Les huit séquences du film sont : Qu'est ce qu'une Mission Locale ? ; Le rôle d'un Conseiller en Insertion Sociale et Professionnelle ; Quid du parrainage ? ; Le plan d'actions et la signature de la charte ; Le bilan personnel ; Les outils et le conseil en recherche d'emploi ; L'accompagnement du parrain ; Le parrainage... Et après ?

6-V-145 (C2RP)

ar. : 6 D 3015

**Les bricoleurs de l'indicible : structurer, densifier l'intervention sociale - Tome 2 / LABBE Philippe
Rennes : Editions Apogée, avril 2004.- 351 p. - ISBN : 2-84398-143-3**

L'ouvrage est architecturé en trois grandes parties. La première avance sur le terrain de l'organisation du travail et, particulièrement, de la qualité. La deuxième partie est une œuvre de déconstruction puis de reconstruction de thèmes transversaux et récurrents dans le secteur social : mobilité, difficultés de recrutement, entreprise citoyenne, partenariat... La dernière partie s'attache à démontrer que, exercice de lutte, de discipline et de respect, " l'insertion est un sport de combat " avec les jeunes, les partenaires, la politique de l'emploi, les employeurs, les élus... et entre les professionnels. Réhabilitant des valeurs fortes dans l'insertion (approche globale, projet, transversalité), cet ouvrage incite les professionnels à s'impliquer dans l'innovation, à mettre en cohérence finalités éducatives et pratiques dans leurs organisations qu'on souhaiterait " apprenantes ". (d'après le résumé de l'ouvrage)

7-LAB-2464 (C2RP)

**Les bricoleurs de l'indicible : de l'insertion en général, des missions locales en particulier -
Tome 1 / LABBE Philippe
Rennes : Editions Apogée, mai 2003.- 335 p. - ISBN : 2-84398-141-7**

Si les missions locales constituent le fil conducteur de cet ouvrage, les métiers de l'intervention sociale et de l'insertion des jeunes en difficulté sont au cœur de son propos. Combinant travail conceptuel et contributions méthodologiques, particulièrement sur le projet et son évaluation, Philippe Labbé développe ici une solide théorie critique de l'action au service des professionnels des missions locales, de la formation, des PLIE, etc., ainsi que des pouvoirs publics. Près de vingt années d'implication quotidienne dans les politiques sociales, de l'emploi, de la ville et du développement étayent ses analyses et propositions. Ce document, sur la base d'une sociologie ouverte, migrante, apporte une pierre majeure à l'édifice de l'insertion sociale et professionnelle. Plaidant pour un travail social, dont la marque essentielle est l'indicible, cet ouvrage sert un projet général de professionnalisation entendue comme une triade qui relie les pratiques, la réflexion sur celles-ci et la réflexivité, c'est-à-dire la place des sujets dans l'action. (d'après le résumé de l'ouvrage)

7-LAB-2463 (C2RP)

**Missions locales - Vingt ans d'actions concrètes avec et pour les jeunes : guide pratique /
ABHERVE Michel
Lyon : Editons Juris Service, novembre 2002.- 240 p. - ISBN : 2-910992-36-5**

Cet ouvrage propose une analyse institutionnelle et politique des fondements des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle des jeunes à travers le travail des Missions locales. Il décrit l'effort consenti par la société et notamment les pouvoirs publics et les collectivités locales pour construire les instruments nécessaires au soutien des jeunes. Il relève la complexité et les contradictions des pouvoirs publics.

6-ABH-2347 (C2RP)

**Le travail d'insertion en mission locale / JELLAB Aziz
Paris : Editons l'Harmattan, mai 1997.- 208 p. - ISBN : 2-7384-5463-1**

Depuis 1982, la mission locale est devenue une sorte de médiateur entre les jeunes et un marché de l'emploi peu sélectif. En devenant un espace d'accueil, d'aide et de suivi des jeunes, cette institution opère une sorte de régulation de la demande en faisant intervenir un registre moral et pédagogique. L'enquête sociologique porte sur une mission locale du Pas-de-Calais accueillant quelque sept mille jeunes et révèle que la qualification des jeunes face au marché du travail n'est pas seulement professionnelle. Elle passe également par un apprentissage social d'un savoir-être allant de la définition d'un projet professionnel réaliste à l'accès à l'autonomie et à la responsabilité en passant par la gestion du temps et l'assiduité. Face aux injonctions institutionnelles, les jeunes développent des stratégies différentes marquées par l'histoire sociale de chacun et par la question du sens et de la crédibilité qu'ils attribuent à ces injonctions.

7-JEL-1712 (C2RP)

**Arrêts sur images - Missions locales du Nord - Pas-de-Calais 1982-1995 / VERHARNE Pierre
Lille : Missions locales du Nord – Pas-de-Calais, juin 1995.- 130 p.**

Emploi, jeunesse, formation,... autant de grands enjeux qui marquent les débats de notre société en cette fin de siècle. Les missions locales de la région Nord - Pas-de-Calais proposent ici une contribution à ces débats. A partir de leurs expériences, de leurs difficultés, de leurs projets mais surtout à partir de quelques constats sur la jeunesse, elles ont demandé à Pierre Verharne, ancien Directeur de la mission locale de l'agglomération de Dunkerque, aujourd'hui retraité, de porter un regard sans complaisance sur leurs fonctionnements, leurs partenariats et même sur leur raison d'être.

6-1147 (C2RP)

Histoires d'insertion. Analyse lexicale de 580 récits de parcours de jeunes / BEAUDOUIN Valérie, AUCOUTURIER Anne-Lise
Travail et Emploi, octobre-décembre 1995, n°65, pp. 19-38

580 récits de parcours de jeunes ont été rédigés par les conseillers des Missions Locales et des PAIO pour répondre à une demande de la Délégation interministérielle à l'Insertion des Jeunes (DIJ). Une analyse lexicale de ce matériau permet aux auteurs de procéder à une réflexion sur le langage et le mode de fonctionnement des Missions Locales et PAIO.

f708 (C2RP)

Dossier : les missions locales / POBLETE Maria, RIVET Elsa
Partenaires, Octobre 1993, n°41, pp. 21-27

Le Conseil national des missions locales (CNML) a pour missions de mieux organiser la dimension territoriale de son action, de construire de véritables itinéraires d'insertion, de mobiliser les financements de l'Etat et des collectivités territoriales. Une rencontre entre élus et chercheurs, sur le thème de l'insertion des jeunes, a permis de confronter les expériences de terrain aux résultats des travaux des experts. Exemples d'actions menées à Toulouse et Caen. Historique du réseau, chiffres de l'insertion, interview de Robert Galley, président du CNML.

h405 (C2RP)

Les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté : rapport au Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle / HASTOY Bernard

Paris : La Documentation française, octobre 1989.- 175 p.

La reprise économique a laissé derrière elles certaines catégories de populations et notamment les jeunes sans qualification. Depuis 1982 un dispositif d'accueil, d'information et d'orientation, les Missions Locales, s'est mis en place en mobilisant l'ensemble des forces sociales au plan local. Ce rapport tire les enseignements de six années d'expériences des Missions Locales et propose aujourd'hui des stratégies nouvelles d'intervention locale par une mobilisation de tous les acteurs.

6-HAS-683 (C2RP)

Le public accueilli par les missions locales du Nord - Pas de Calais / Laboratoire sociologie travail éducation emploi [LASTREE] ; DUBAR Elisabeth

Lille : Délégation interministérielle à l'insertion professionnelle, sociale des jeunes, avril 1989.- 38 p.

Cette étude a pour objectif d'apporter une contribution à l'analyse du public jeune en difficulté d'insertion sociale et professionnelle et de doter les Missions Locales d'un outil statistique leur permettant de saisir l'évolution du public de jeunes accueillis entre 1983 et 1986. Elle se veut aussi être leur support à une réflexion collective des Missions Locales et de leurs partenaires.

1-421 (C2RP)

Ar. : ET 4032

**L'accueil des jeunes dans les Missions locales : rapport de synthèse / MERLING J.F., GUERIN Chantal, MEILHAC Jean-Gabriel ; Agence nationale développement éducation permanente [ADEP]
Paris : Adep Editions, décembre 1986.- 93 p.**

L'accueil des jeunes reste la fonction première des missions locales. La notion de triptyque, accueil, orientation, accompagnement est complexe. La délégation interministérielle a souhaité un travail de synthèse et de "décodage" des pratiques d'accueil, en retenant six sites Missions Locales pour une observation qui fut confiée à trois intervenants extérieurs.

6-299 (C2RP)

**Les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes / MLEKUZ Gérard ; Centre université économie éducation permanente [CUEEP]
Lille : CUEEP (Les Cahiers d'études du CUEEP, n°4), octobre 1985.- 107 p.**

La première partie de cet ouvrage met l'accent sur la mobilisation d'énergie au plan local, les continuités et les ruptures des missions locales. La seconde présente la mission locale de Grande-Synthe.

6-MLE-369 (C2RP)

**Recherche action sur la pédagogie de l'insertion sociale et professionnelle : rapport final / Université de Paris IX ; DE BLIGNIERES LEGERAUD Anne, SCHWARTZ Bertrand, CHOL Yves, PICARD Elisabeth
Paris : Université de Paris Dauphine, décembre 1983.- 420 p. + 62 p. + n.p.**

Ce rapport est articulé en plusieurs volumes :

- un rapport de synthèse sur les concepts centraux de la recherche-action : analyse des situations et capacités clés ;
- deux exemples de mise en jeu des concepts de la recherche action sur des thèmes particuliers : rapport sur l'alternance, rapport sur l'évaluation ;
- des monographies de quelques terrains associés à la recherche.

5-95 (C2RP)

**L'insertion professionnelle et sociale des jeunes : rapport au Premier Ministre / SCHWARTZ Bertrand ;
Paris : La Documentation française, septembre 1981.- 146 p.**

En 1981, le Premier Ministre a confié à Bertrand Schwartz une mission d'étude pour la réalisation d'une meilleure insertion des jeunes de seize à vingt et un ans dans la vie professionnelle. Dans un contexte de crise économique et de chômage, ce rapport propose des objectifs à long terme et des mesures immédiates.

1-311 (C2RP)

3 – La Mission nouvelles qualifications

La formation des agents de recyclage de Récup'Aire / Recup'Aire, Centre régional de ressources pédagogique [C2RP], USTL-CUEEP ; GELE Jean-Marie
Lille : C2RP, mai 2001.-116 p. - ISBN : 2-913215-03-3

Cet ouvrage repose sur le témoignage d'une action de formation expérimentale, utilisant les méthodes définies par la Mission Nouvelles Qualifications et réalisée au sein de l'association Récup'Aire, spécialisée dans le traitement de déchets d'emballages ménagers. A partir d'une démarche d'analyse et de traitement de dysfonctionnements explicités par les salariés, la formation consistait à leur faire identifier des problèmes avant de tenter de les résoudre. Cette action a permis aux salariés de développer leur "employabilité" et à l'association de se professionnaliser, notamment en optimisant l'organisation du travail par la promotion d'un encadrement de proximité. Ce document a vocation, en explicitant la démarche, à inciter d'autres structures à s'inspirer de cet exemple.

5-GEL-2184 (C2RP)

Ar. : 6 D 1583

La pédagogie du dysfonctionnement : Paroles de formateurs, n° 1 / HECQUET Dominique ; Centre régional de ressources pédagogiques [C2RP]
Lille : C2RP, mai 1995.- 39 p.

Ce document présente l'expérience de Dominique Hecquet en tant que formateur au Centre de Formation et de Perfectionnement d'Hautmont (CFPH). Construit à partir des idées forces de Bertrand Schwartz, "la pédagogie du dysfonctionnement" consiste à apprendre quelques lois ou concepts-clés à partir de situations-problèmes. Cinq cas illustrent cette démarche, chacun mettant en lumière un thème particulier : la démarche pédagogique, la construction d'outils, l'importance de l'écrit, la consolidation des acquis, l'implication des salariés dans la démarche qualité.

972739 (C2RP)

Pour que l'alternance ne soit pas un marché de dupe / TROUVE Jean-Pierre
Actualité de la formation permanente, mai - juin 1994, n°130, pp. 76-80

Ce texte d'un ex-délégué régional Nouvelles Qualifications, propose un modèle d'analyse de l'alternance, tiré des expériences de formation et d'insertion qualifiante de la mission Nouvelles Qualifications. Plusieurs formes d'alternance sont examinées dans ce cadre : l'alternance juxtaposée, intégrative, sous statut scolaire, sous statut de stagiaire de la formation professionnelle, sous statut de salarié ainsi que l'alternance empirique. Les effets et la pertinence de l'utilisation de l'alternance intégrative pour l'entreprise sont soulignés.

r325 (C2RP)

Requalification des employés : la démarche Nouvelles Qualifications / GUEGUEN Emile, DUGUE Elisabeth, GOUIN Françoise
Actualité de la formation permanente, mai - juin 1994, n°130, pp. 43-60

Ce dossier rassemble trois contributions sur la démarche développée par la mission Nouvelles Qualifications, en faveur des employés peu qualifiés. Les deux premiers articles ont pour référence centrale une action Nouvelles Qualifications se déroulant actuellement dans une société bancaire. Le troisième article, qui rappelle la manière dont le canevas Nouvelles Qualifications avait su évoluer en intégrant les acquis et limites des expériences menées dans l'industrie, ouvre la voie à un questionnement des options présentées dans les deux premiers textes.

r315 (C2RP)

**Une année de la Mission Nouvelles Qualifications dans le Nord - Pas-de-Calais : changer le travail par la formation / Carif Nord – Pas-de-Calais, Mission Nouvelles Qualifications
Lille : Carif Nord – Pas-de-Calais, février 1994.-n.p.**

Ce dossier documentaire rend compte, à travers la presse publiée en 1993, des actions d'insertion et de requalification auxquelles la Mission Nouvelles Qualifications Nord - Pas-de-Calais a participé. Il propose une présentation générale de la démarche Nouvelles Qualifications puis des exemples d'expériences de requalification des salariés et d'insertion professionnelle de demandeurs d'emploi jeunes et adultes, menées dans la région.

7-1072 (C2RP)

**Faire évoluer ensemble les compétences et l'organisation / Mission Nouvelles Qualifications ; ARNAUD Catherine, GENESTET Vincent, JOUVENOT Christian
Paris : Centre Info, 1993.-61 p. - ISBN : 2-908940-45-0**

A travers des actions de requalification conduites dans le Nord - Pas-de-Calais dans trois entreprises industrielles et une collectivité locale, la Mission Nouvelles Qualifications examine les conditions permettant de faire évoluer conjointement les compétences des opérateurs et l'organisation du travail : partir des situations de travail pour être en prise avec la réalité, rendre les salariés acteurs de leur formation en leur permettant de s'exprimer sur le contenu de leur travail et ancrer l'action dans une stratégie globale de changement de l'entreprise à travers l'implication forte de ses différentes composantes. L'objectif de ce travail est de transférer les éléments de réflexions impulsées en 1988 par Bertrand Schwartz. Le démarrage de ces actions de requalifications - toutes menées dans la région Nord - Pas-de-Calais avec un fort appui du Conseil Régional - se situe entre septembre 1988 et novembre 1990. (d'après le résumé de l'ouvrage)

16-ARN-1097 (C2RP)

Entreprises et requalification des personnels. Nord - Pas-de-Calais : requalifier les salariés de dix entreprises

***Flash Formation Continue*, 15 octobre 1993, n°371, pp. 10-16**

Trois entreprises et la mairie de Villeneuve d'Ascq, toutes engagées dans des actions de requalification sous l'égide de la Mission Nouvelles Qualifications du Nord-Pas-de-Calais témoignent ici de leur expérience. Au travers des interviews réalisées auprès des différents acteurs, s'expriment des constats positifs, notamment : la qualité s'améliore, les comportements et les organisations changent, les salariés deviennent co-actifs et multi-valents, le climat social se transforme positivement. (D'après le résumé de la revue).

d234 (C2RP)

L'expérience comme levier de la requalification / ANDREANI Philippe

***Formation*, octobre 1993, n°15, pp. 7-8**

Interview de Christian Jouvenot, délégué régional de la Mission Nouvelles Qualifications dans le Nord - Pas-de-Calais sur les actions engagées dans les entreprises et le rôle de l'expérience professionnelle dans ces démarches.

g2266 (C2RP)

Articuler espace de production et espace de formation / JOUVENOT Christian
***Education permanente*, août 1993, n°115 ; suppl. Education nationale, pp. 21-30**

Cet article présente la démarche adoptée pour la mise en œuvre d'une opération de requalification de salariés menée par la Mission Nouvelles Qualifications dans un service de conditionnement agro-alimentaire et analyse, au travers de cet exemple, les problèmes que peut poser une formation alternée pour des salariés.

n354 (C2RP)

Nord - Pas-de-Calais : faire évoluer ensemble les compétences et l'organisation du travail
***Flash Formation Continue*, 15 juin 1993, n°367, pp. 6-8**

Tel est l'objectif des actions de formation qualifiantes en alternance mises en œuvre par la Mission nouvelles qualifications du Nord-Pas-de-Calais.

Cet article se compose d'une présentation de la construction, du déroulement et des effets d'une action de formation puis d'une interview de son délégué général Christian Jouvenot ; celui-ci évoque notamment l'originalité de ce type d'action, ses succès et ses conditions de réussite.

d214 (C2RP)

Mission de capitalisation de l'expérience "Nouvelles qualifications en confection de Calais" : action d'insertion février 1991 - mars 1993 / ALEXANDRE Bruno
Calais : Greta Calais, 1993

Cette étude a pour objectif de tirer les enseignements de l'expérience "Nouvelles qualification en confection", capitaliser les atouts et les faiblesses de l'opération et élaborer une synthèse des éléments transférables. Elle présente une démarche de capitalisation d'expérience dont les quatre étapes ont permis d'élaborer un plan structuré pour chaque phase repérée et identifiée de l'expérience en amont et durant la réalisation de l'action.

16-1184 (C2RP)

Pour une alternance qualifiante / Centre Inffo
Paris : Centre Inffo, 1993.-73 p.

"L'alternance intégrative trouve ses racines dans les changements intervenus ces vingt dernières années dans l'organisation du travail et la formation des adultes notamment. Elle résulte en effet de la synthèse de l'expertise des opérateurs, du caractère potentiellement qualifiant du travail et de l'organisation, de démarches pédagogiques qui partent des personnes et du travail pour construire compétences, qualification et efficacité productive."

Les réflexions ici proposées sont le produit d'un groupe de travail de la Mission Nouvelles Qualifications, avec la contribution de Martine Dumont et Daniel Wilk d'Education Permanente.

9-MIN-1060 (C2RP)

Evaluer une formation à objectifs et partenaires multiples / THIBOUT Louis, BOULIKAN Anne-Marie, DRILLON Louis, LAUNAY Yves, MORETTI Jean-Marc, TEYSSIER Françoise, ULYSSE Richard

***Education permanente*, octobre 1992, n°112 supplément Education nationale, pp. 41-52**

Présentation d'une évaluation d'action de formation mise en place avec le soutien de la "Mission nationale Nouvelles Qualifications" dans le cadre d'un accord d'entreprise intervenu dans une filiale du groupe Roussel-Uclaff et portant sur "l'adaptation de certaines qualifications".

n227 (C2RP)

**La requalification d'ouvriers de faible niveau ; le cas d'une usine automobile du groupe Renault à Maubeuge (MCA) / Mission nationale Nouvelles qualifications
Paris : Editions de l'Anact, 1991.-72 p.**

Pour aider les entreprises à se moderniser sans exclure les ouvriers les moins formés, la Mission Nationale Nouvelles Qualifications a mis en place des actions originales, fondées sur les idées pédagogiques du professeur Bertrand Schwartz. Ce texte présente la première d'entre elles, menée sur des chaînes d'une usine Renault, et se propose de tirer les leçons de cette expérimentation, afin de montrer que la modernisation des entreprises et l'accroissement de leur compétitivité n'entraînent pas fatalement l'exclusion de certaines catégories de salariés.

16-730 (C2RP)

Ar. : B 3889

**Nouvelles qualifications : les entreprises innovent avec des jeunes / Délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes, Mission nationale Nouvelles Qualifications
Paris : Video Out,1988.- 17 mn**

Cette vidéo présente des expériences d'actions de formation en alternance organisées par la mission nouvelles qualifications. Cela permet aux entreprises qui ne trouvent pas de personnel qualifié d'évaluer leurs besoins, de former des jeunes sur des postes adaptés à la demande. Les jeunes sans travail, sans qualification trouvent une formation diplômante, travaillant en alternance au sein de l'entreprise, ils découvrent un monde nouveau. Ce document montre aussi le rôle primordial du tuteur.

9-V-86 (C2RP)

**Nouvelles qualifications : les entreprises innovent avec des jeunes. Tome I : bilan / Délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ; BERNARD Daniel, LEVY Bernard, ROUGE Michèle, WUHL Simon
Paris : Centre Inffo, 1988.-143 p.**

Le bilan d'un pari audacieux relevé dans quinze régions par un millier de partenaires regroupés sur trente-huit sites. Comment recomposer des qualifications de premier niveau professionnel dans le cadre de la modernisation du travail en entreprise ? Comment adapter des cursus de formation au faible niveau initial des jeunes et à l'évolution des fonctions de travail tout en responsabilisant les jeunes sur leur propre insertion ?

16-DEL-554 (C2RP)

**Nouvelles qualifications : les entreprises innovent avec les jeunes. Tome II : évaluation/ Délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes
Paris : Centre Inffo, octobre 1988.-416 p.**

L'ouvrage reprend les enseignements essentiels de cinq études basées sur trois années d'expérimentation de la démarche "nouvelles qualifications" : la valeur pour les entreprises, la dimension nouvelle du tutorat, la réussite de l'alternance, les méthodes et résultats de la démarche, un essai d'évaluation économique et financière.

16-DEL-555 (C2RP)

**Journée d'étude sur les qualifications nouvelles et les formations de base : Lille 24 novembre 1986 : Maison de l'Education Permanente/ Région Nord – Pas-de-Calais, ORCEP, ARD, CARIF
Lille : Région Nord – Pas-de-Calais, novembre 1986 [non paginé]**

Ce document reprend pour chaque atelier du colloque, les objectifs et méthode des groupes de travail, un compte rendu du travail effectué, ainsi que des préconisations. Les quatre ateliers de cette journée sont : « Généralisation de la lutte contre l'illettrisme », « Les qualifications nouvelles », « Les systèmes de formation » et « Les nouvelles techniques de formation ». C'est avec le concours de Bertrand Schwartz et de ses travaux que l'atelier sur « les qualifications nouvelles » s'est basé pour formuler un certain nombre de réflexions et de recommandations.

Ar. : ET 789

4 – Moderniser sans exclure

Moderniser sans Exclure : l'actualité d'une démarche / Collectif d'auteurs
Développements, septembre 2004, n°38, 24 p.

Ce numéro témoigne de la réalité des actions menées par les animateurs des associations régionales du réseau Moderniser sans Exclure. Il regroupe des témoignages et des réflexions qui permettent d'inscrire l'action dans son cadre social, politique voire conceptuel. La démarche pratique de Moderniser sans Exclure, baptisée "automédiatisation" entend relever plusieurs défis : utiliser l'image et la vidéo pour construire et analyser, pour donner à penser, pour mobiliser la part responsable et positive de chacun ; prendre ensuite le temps d'écouter ceux qui n'ont pas habituellement voix au chapitre. L'automédiatisation fait de l'écoute, de la délibération, à la fois un moyen et une fin.

r2250 (C2RP)

A l'écoute des jeunes sans emploi / SCHMITT Catherine
Développements, septembre 2004, n°38, pp. 8-11

Dans le Nord - Pas-de-Calais, une démarche de Moderniser sans exclure visait à définir concrètement des dispositifs d'accompagnement de jeunes éloignés de l'emploi. Elle s'inscrivait dans le cadre plus large de l'expression des usagers de l'action publique souhaitée par le Conseil régional. La Région s'est mobilisée en créant le dispositif de dynamique professionnelle. Elle a souhaité réinterroger les finalités, les objectifs et les modalités de mise en place de ce dispositif par le biais de la démarche de MSE (Moderniser sans exclure) qui s'inscrit dans le cadre plus large de l'expression des usagers de l'action publique souhaitée par le Conseil régional.

r2249 (C2RP)

Il faut toute une ville pour élever un enfant / SCHMITT Catherine
Développements, septembre 2004, n°38, pp. 7-8

Tourcoing, ville de 93 500 habitants a fait le choix de placer l'éducation parmi les grandes priorités de l'action municipale. Des orientations ont été définies dans le contrat éducatif local autour de quatre axes : vie collective et citoyenneté, culture, sport, technologies de l'information et de la communication éducatives. En 2003, une évaluation générale de ces actions a été menée en associant deux types de démarches : une évaluation formelle sur les aspects quantitatifs et qualitatifs et une démarche "Moderniser sans exclure" réalisée par le CUEEP de Lille.

r2248 (C2RP)

**L'écoute, un outil pour l'innovation / SCHWARTZ Bertrand
novembre 2003.- 67 p.**

Dans ce document, l'auteur livre un ensemble de recommandations issues de plus de vingt expériences menées depuis 47 ans, à destination des personnes qui innovent dans le champ social. Si l'auteur « centre ce texte sur l'écoute, c'est parce que l'objectif de mes dernières actions, celles menées depuis 1989 par l'association Moderniser sans Exclure a été de montrer qu'on ne pouvait réaliser valablement des innovations ou simplement améliorer des actions en cours, qu'en écoutant tous les acteurs, et, comme corollaire, de rechercher comment écouter... et utiliser les écoutes ». Ce texte est consultable sur le CD-ROM « *L'œuvre de Bertrand Schwartz : ses archives et les Grands Entretiens* ».

**Entre prévention et répression : La Médiation – Réinventer la relation de proximité /
SCHWARTZ Bertrand, GAUTIER-ETIE Françoise
Paris : CNFPT, Association des Maires des Grandes Villes de France, juin 2003.- 47 p.**

Cet ouvrage veut faire partager les enseignements de plus de quatre ans et demi de travail avec des centaines de médiateurs et leurs employeurs, sur une dizaine de sites. Le nombre d'acteurs impliqués, leur diversité et la durée des actions menées légitiment les conclusions présentées ici et qui dépassent largement le cadre du programme Nouveaux services-Emplois jeunes qui en était à l'origine. Il n'a pas la prétention de définir le concept de médiation sociale ; d'autres y ont excellé et les textes, y compris institutionnels ou réglementaires, ne manquent pas. Il n'est pas non plus un catalogue de recettes. Son ambition est autre. Il veut aider à faire réfléchir et à agir à la fois ceux qui s'interrogent sur l'opportunité de créer un service de médiation et ceux qui l'ont déjà développé ; les premiers pour comprendre ce que peuvent apporter les médiateurs, et les seconds pour évaluer les activités de médiation.

**Nouveaux services-emplois jeunes : agents de médiation sociale, l'action de "Moderniser sans exclure" / SCHWARTZ Bertrand, GAUTIER-ETIE Françoise
Actualité de la formation permanente, septembre-octobre 2000, n°168, pp. 19-23**

Cette contribution présente l'implication, la démarche et les apports de l'association "Moderniser sans exclure" au regard du dispositif "Nouveaux services-Emplois jeunes". Ainsi, les conditions de l'optimisation du dispositif sont détaillées à travers plusieurs aspects, par exemple : un travail sur les représentations des missions confiées aux jeunes, co-construction du dispositif entre employeurs, encadrants, jeunes et formateurs, organisation d'une formation qualifiante inspirée des principes de la pédagogie par objectifs et de la démarche "Nouvelles qualifications".

f3166 (C2RP)

**Former par le concret / MLEKUZ Nathalie
Le Monde de l'Education, de la culture et de la formation, mai 1998, n°259, pp. 12-13**

Défricheur acharné de nouvelles façons d'apprendre et d'enseigner, notamment en matière de formation en alternance, Bertrand Schwartz a consacré des dizaines d'années à démontrer que l'on pouvait moderniser sans exclure.

h1737 (C2RP)

**Bertrand Schwartz, l'invité du Conseil régional / Carif Alsace CRRIP ; SEILER Richard
Formation professionnelle Alsace, hiver 1997/98, n°5, pp. 10-12**

Interview du professeur Bertrand Schwartz, ancien directeur de l'Ecole des Mines de Nancy, "père" des missions locales en France.

Il explique pourquoi il a lancé l'association "Moderniser sans exclure".

Il évoque sa prise de conscience et sa conviction qu'il faut écouter les jeunes et les mettre en situation de s'exprimer pour qu'enfin les employeurs aient un autre regard sur eux.

On trouve en fin d'article une présentation de l'association "moderniser sans exclure" et d'une de ses actions : la réalisation de documents vidéo rendant compte du vécu des personnes en insertion.

I2014 (C2RP)

**Moderniser sans exclure : rapport d'activité du 19/3/1990 au 1/3/1992 / Association Moderniser sans Exclure ; LE GALL Marie, VADEL Dominique, SCHWARTZ Bertrand
Paris : Association moderniser sans exclure, 1992.-[pag. mul.]**

Ce document présente le rapport d'évaluation de l'activité de l'association. Il comprend trois parties : la première reprend successivement de manière brève et sèche l'histoire complète des principaux événements de la phase de lancement et de préparation des différentes activités, cinq annexes présentent en détail les objectifs, les démarches pour les atteindre et les difficultés rencontrées. La seconde porte sur l'évaluation des réalisations, la troisième tire les enseignements et propose des hypothèses sur l'avenir. Rappelons que l'association avait pour objectif de sensibiliser l'opinion publique à la cause : moderniser sans exclure à travers la médiatisation, réalisée essentiellement par eux-mêmes, interrogés sur leurs problèmes rencontrés en cours de formation qualifiante.

5-799 (C2RP)

ANNEXES

Fiche descriptive¹ de la :

Direction de la formation permanente, DFP
--

5.1 Zone d'identification

5.1.1 Type d'entité

Collectivité, Conseil régional du Nord – Pas-de-Calais

5.1.2 Forme(s) autorisée(s) du nom

Service de la formation continue et de l'apprentissage (septembre 1983-1984)

Direction de la formation professionnelle et de l'apprentissage (1984-1997 ?)

Direction de la formation permanente et professionnelle et de l'apprentissage (1997–1999)

Direction de la formation permanente (1999 -)

5.1.5 Autres formes du nom

DFPA

DFPPA

DFP

5.2 Zone de la description

5.2.1 Dates d'existence

Création du service de la formation continue en septembre 1983

5.2.2 Histoire

Liste des différents directeurs :

Favier Jean 1983-1985

Loquet Patrick 1^{er} mars 1986

Stievenard Jean-Michel Avril 1987 à Mai 1989

Moreau Jean-Marc 1^{er} juin 1989 au 28 février 1995

Granier Patrick 1997-1998

Lardeur Pascal 1998-2007

Elbaz Hafida (directrice par intérim) 2008 -

5.2.3 Lieux

Liste des adresses successives du service :

57 rue de Béthune à Lille

144 rue du Molinel à Lille (1988-1992)

puis à partir de 1991, 6 rue du Pas à Lille (1992-1996)

et enfin : « Les Arcuriales », 45 rue de Tournai

5.2.4 Statut juridique

Public (administration régionale)

¹ Fiche descriptive suivant la norme internationale ISAAR sur les notices d'autorité archivistiques relatives aux collectivités, aux personnes et aux familles.

5.2.5 Fonction et activités (source Guide des services 2007)

La formation permanente s'inscrit, par la mise en œuvre des politiques prioritaires régionales dans la perspective du droit à la formation tout au long de la vie afin de garantir l'accès à l'emploi, une sécurisation du parcours professionnel et une chance de promotion sociale et professionnelle à tout citoyen, jeune ou adulte, demandeur d'emploi ou salarié. L'attention est notamment portée aux personnes les plus fragiles et les moins qualifiées dans l'optique de l'égalité des chances et de la lutte contre les exclusions par la construction des parcours d'accès à l'emploi.

Pivot et ensemble des interventions en formation, la Région, dans le cadre du développement durable, met en œuvre des actions autour de quatre grands axes :

- la qualification professionnelle, qui doit préparer les emplois de demain et y répondre,
- la réduction des inégalités face à l'emploi, qui contribue à l'instauration d'une économie plus solidaire et à la lutte contre les conséquences négatives du chômage,
- le développement de nouvelles activités créatrices d'emploi participant à la dynamique économique régionale,
- l'accompagnement, par la formation, des mutations socio-économiques, organisationnelles et techniques dans les entreprises et en particulier les PME et TPE régionales.

Enjeu fondamental d'insertion et de réussite, la formation fait intervenir, avec la Région, des financeurs tels que l'Etat ou les partenaires sociaux et assure, depuis 2005, dans le cadre de la décentralisation, la compétence pleine et entière des formations paramédicales et sociales. L'ambition régionale du droit à la formation se concrétise par une action forte, opérationnelle et partenariale de politique territoriale.

Le Conseil Régional, par sa politique dynamique de formation permanente, participe chaque jour à l'accession aux savoirs, à l'élévation du niveau de qualification et des compétences en tenant compte des mutations socio-économiques régionales, nationales, européennes et mondiales.

La Direction de la Formation Permanente se structure autour de différents services pour la mise en œuvre des actions de formation, la communication, l'animation et la coordination des et avec les territoires, l'accompagnement du développement économique par la formation, la gestion administrative et financière.

Le Pôle Ressources et Stratégie

Placé en situation d'interface, le Pôle Ressources et Stratégie suit et renforce les démarches au sein de la Direction en accompagnement des équipes.

Il organise et structure la mise à disposition des moyens de communication interne et externe ainsi que les moyens en gestion de données.

Transversal, le pôle organise et anime les différentes contributions et réflexions de la Direction. Il établit et entretient les relations partenariales internes et externes.

Ce service se situe au cœur de nombreuses problématiques de la Direction de la Formation Permanente ; il assure les réponses aux préoccupations et demandes de l'institution régionale telles que les travaux du PASTRAT (pôle d'analyse stratégique), l'agenda 21, les dynamiques contractuelles.

Le Programme Régional de Formation

Le Programme Régional de Formation correspond à l'exercice d'une politique de droit commun du Conseil Régional : la loi de décentralisation de 1982 et la dernière Loi Quinquennale l'ont rendu maître du jeu en matière de formation permanente. La loi relative aux libertés et responsabilités locales confirme le rôle d'acteur pivot de la Région sur le champ de la formation professionnelle.

Conformément à la réglementation applicable au secteur de la formation, la Région a mis en place les procédures permettant la mise en œuvre du Programme Régional de Formation selon deux modalités adaptées:

- l'achat de prestation en fonction des besoins identifiés sur les territoires dans le cadre du Code des Marchés Publics ; il s'agit là de commande publique
- l'accompagnement de dispositifs qui concourent à la finalité de la politique de formation permanente par le mode subvention.

Le terme de Programme Régional de Formation décrit l'ensemble des actes conduits par la Région pour la mobilisation des actions de formation au bénéfice des publics prioritaires peu ou pas qualifiés dont elle a la responsabilité, à savoir:

l'analyse des besoins, la définition des critères d'intervention, les cahiers des charges et cadres d'intervention, la détermination des actions, le conventionnement, les procédures de suivi et l'évaluation des actions mises en œuvre.

Les différents travaux s'appuient sur les partenariats avec les services de l'Etat, les branches professionnelles, la Mission d'Appui aux Programmes Régionaux de Formation, l'Observatoire Régional Emploi - Formation.

Le programme régional de formation a assuré en 2006 la formation de 62 000 stagiaires avec les organismes de formation habilités.

Le Service d'Animation Territoriale

Le travail des chargés de mission territoriaux s'opère de façon transversale avec toutes les équipes de la Direction de la Formation Permanente en relation constante avec le terrain de tous les Bassins Formation Emploi.

Leur mise en place fin 1996 a permis, depuis lors, d'obtenir une photo panoramique des besoins et des interventions. Coordonnées par la Direction de la Formation Permanente, les 16 antennes territoriales sont l'interface, pour une adéquation croisée nécessaire, entre l'offre et la demande, les besoins et les possibilités, entre les partenaires du terrain et le Conseil Régional / Direction de la Formation Permanente. Le coordonnateur responsable du Service d'animation territoriale doit piloter et animer la réflexion des techniciens territoriaux en fonction de l'évolution de la politique de formation, vérifier la cohérence de l'interface entre les différents réseaux liés à l'emploi et à la formation, organiser les rencontres.

Le travail commun des chargés de mission territoriaux et régionaux permet la réalisation de la programmation régionale de formation en liaison avec l'Observatoire Régional Emploi - Formation, la Mission d'Appui aux Programmes Régionaux de Formation, Les Comités Locaux de Construction et de Validation des Parcours (CLCVP) créés par le Conseil Régional en 1999 travaillent en continu sous l'impulsion du chargé de mission territorial dans chaque bassin afin de mettre en œuvre l'intégralité des étapes de construction du programme de formation : diagnostic, préparation, déclinaison des actions, suivi, bilan. Le CLCVP se compose des principaux partenaires du service public de l'emploi (SPE, ANPE, DDTEFP,

AFPA), des prescripteurs (agences locales pour l'emploi, missions locales, les ASSEDIC, les Conseils Généraux) et les acteurs locaux (PLIE, ...)

Les programmes de formation / développement

Les axes d'intervention relevant de cette thématique sont pour la plupart inscrits dans le Contrat de Projets et se réfèrent à un cadre d'intervention validé en Commission.

Ils relèvent, en général, d'une initiative régionale et non d'une obligation liée aux compétences des Régions ; une grande partie d'entre eux sont mis en œuvre en cohérence avec la politique d'action économique régionale.

L'objectif central de la politique " formation et développement " est d'accompagner le développement économique en contribuant, par la formation, à la création et à la professionnalisation d'activités, d'emplois et d'organisations de travail ; elle prend essentiellement la forme d'un soutien à des projets mis en œuvre par les acteurs économiques de la région (exemple les Chambres de Commerce et d'Industries, les branches professionnelles), les organisations paritaires (OPCA, OPACIF dont le FONGECIF, les ASSEDICS...) et les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Les axes d'intervention concernent l'accompagnement par la formation des mutations socio-économiques dans les PME et notamment la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences – GPEC, la formation à la création ou à la reprise d'entreprises, la professionnalisation des services de proximité et des salariés sous contrats aidés, l'insertion par l'économie, et le co-financement de parcours Individuels de Formation en partenariat avec 4 OPACIF ou les ASSEDICS pour un accompagnement individuel, dans le développement de leurs compétences, dans leur montée en qualification. ou dans la Validation des Acquis de l'Expérience.

Le Pôle Formation et Santé - Social

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a transféré aux régions des compétences importantes en matière de formations sanitaires et sociales. Les régions assument désormais la responsabilité de l'ensemble des formations sociales initiales et des formations relatives à 17 professions de santé – sages femmes et professions paramédicales – L'appareil de formation correspondant regroupe une centaine d'organismes. Ces nouvelles responsabilités s'exercent de la manière suivante:

agrément ou autorisation des organismes de formation

financement des établissements de formation agréés ou autorisés

attribution d'aides individuelles aux étudiants : bourses d'études, indemnités de stage et frais de déplacement

pilotage de l'élaboration et de la mise en œuvre du schéma régional des formations sanitaires et du schéma régional des formations sociales.

Cette nouvelle étape de décentralisation vient compléter les compétences de droit commun de la Région concernant la formation des demandeurs d'emploi. La Région dispose donc désormais d'une compétence large et de moyens d'action importants en matière de formations sanitaires et sociales – formation initiale, formation des demandeurs d'emploi, pilotage des schémas, coordination du partenariat – lui permettant d'impulser la mise en place d'une politique de formation cohérente et concertée entre acteurs régionaux et de contribuer ainsi à la qualité des services sanitaires et sociaux offerts à la population régionale.

Le Pôle administratif et financier

Le service est garant du respect des procédures administratives et financières de la Direction. Il en assure la mise en œuvre et apporte appui, conseil auprès des services opérationnels,

ainsi qu'une veille juridique. Il est chargé notamment de la préparation des commissions, de la rédaction des actes et de la liquidation des dépenses.

Les dossiers et les conventions y sont traités depuis l'engagement jusqu'au pré-mandatement. Le budget de la Direction de la Formation Permanente est en 2006 de 177 350 000 d'euros dont une recette du Fonds Social Européen à hauteur de 19 millions d'euros nécessitant un contrôle du service fait et de l'éligibilité.

Compte tenu de la décentralisation du sanitaire - social , une activité nouvelle s'est ajoutée au secteur des Aides Individuelles.

5.2.6 Textes de référence

Lois de décentralisation du 2 mars 1982 et 7 janvier 1983 (Création et compétences des régions)

Loi 1993-1313 relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle (transfert de la formation professionnelle des jeunes)

Acte 2 de la décentralisation : Loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (voir ci-dessus 5.2.5 Pôle Formation et Santé – Social)

5.2.7 Organisation interne

La Direction de la Formation Permanente se structure autour de différents services pour la mise en œuvre, la communication, la coordination avec les territoires, la gestion administrative et financière.

- Programme régional de formation
- Animation territoriale
- Formation et développement
- CADA
- Ressources et stratégie
- Formation santé et social

5.3 Zone des relations

5.3.1 Nom / numéro d'immatriculation des collectivités, des personnes ou des familles associés

- 1 - DGA4 : Direction générale adjointe de la formation et du développement pour l'emploi
- 2 – Mission d'appui aux programmes régionaux de formation (MAPRF)
- 3 – Observatoire régional Emploi formation (OREF)
- 4 – Centre régional de ressources pédagogiques et de développement de la qualité de la formation (C2RP)
- 5 – Service des aides individuelles
- 6 - Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles (CNASEA)
- 7 – Office régional de la culture et de la formation permanente (ORCEP)

5.3.2 Type de relation

- 1 - Hiérarchique
- 2 – Fonctionnelle
- 3 – Fonctionnelle (Contrat de plan Etat Région (CPER))
- 4 – Fonctionnelle (CPER)
- 5 – Fonctionnelle

- 6 – Convention
- 7 – Fonctionnelle

5.3.3 Description de la relation

- 1 - La direction de la formation permanente est placée sous l'autorité de la DGA4 : Formation et développement pour l'emploi
- 2 - Mise en cohérence des problématiques régionales emploi formation
- 3 - Service études
 - 4 – Faciliter la cohérence des politiques publiques de formation et promouvoir la qualité de formation
- 5 – Gère le dispositif de bourses de formation professionnelle
 - 6 – Gère le paiement des rémunérations de stagiaires de la formation professionnelle (convention annuelle)
 - 7 – Association parapublique créée par le conseil régional

5.3.4 Date de relation

- 1
- 2 - 2004-
- 3 - 2000-
- 4 - 1994-
- 5 - 1987-
- 6 -
- 7 - 1982-1993

5.4 Zone du contrôle

5.4.6 Dates de création, de révision ou de destruction
8/1/2007 ; complétée 21/1/2008

5.4.7 Langue et écriture : Français (France)

5.4.8 Sources
Dossier de service
Histoire et mémoire de la formation permanente en Nord – Pas-de-Calais /
CUEEP, Lille, 2006.

Guide des services du Conseil régional 2007.

5.4.9 Notes relatives à la mise à jour de la notice
Notice élaborée par Alexis Ballart (Stagiaire Master1 Monde du travail, Lille3)
à partir des dossiers « service » du service des Archives régionales
Complétée par Delphine Dupond

6. Relations avec des ressources archivistiques ou autres

6.2 Nature des ressources associés
Fonds d'archives
Dossiers individuels de boursiers

6.3 Nature des relations
Producteur
Service des aides individuelles

Répertoire des principaux sigles utilisés par les services d'Archives régionales dans le domaine de l'emploi, de la formation et de l'insertion

A

AAH	Allocation aux adultes handicapés
ACA	Allocation chômeurs âgés
ACCRE	Aide aux chômeurs créateur ou repreneurs d'entreprise
ACE	Aide au conseil aux entreprises
ACFCI	Association des chambres françaises de commerce et d'industrie
ACPPP	Association de cours professionnels pour les préparateurs en pharmacie
ACM	Ateliers collectifs de la métallurgie
ADACFO	Association pour le développement de l'action collective de formation
ADFE	Association pour le développement de la formation et de l'emploi
AFA	Action de formation alternée
AFASEC	Association de formation et d'action sociale des écuries de courses
AFE	Action formation pour l'emploi
AFF	Allocation de fin de formation
AFFS	Allocation de formation de fin de stage
AFIJ	Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés
AFOBAT	Association pour la formation professionnelle dans le bâtiment et les travaux publics
AFPA	Association pour la formation professionnelle des adultes
AFPFE	Association française pour la formation des français à l'étranger
AFR	Allocation de formation reclassement
AFRE	Allocation de formation réadaptation à l'emploi
AFT	Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports
AGCC	Association pour la gestion des conventions de conversion
AGECIF	Association pour la gestion des congés individuels de formation
AGEFAL	Association pour la gestion de fonds de l'alternance
AGEFIPPH	Association pour la gestion du fonds pour l'insertion professionnel des personnes handicapées
AI	Allocation d'insertion
AI	Association intermédiaire
AIF	Allocation d'insertion et de formation
ALE	Agence locale de l'emploi
ANCE	Agence nationale pour la création d'entreprise
ANDML	Association nationale des directeurs de missions locales
ANFH	Association nationale pour la formation hospitalière
ANPE	Agence nationale pour l'emploi
AP	Atelier protégé
APBP	Actions protection biens et personnes
APEC	Association pour l'emploi des cadres

APEJ	Aide pour l'emploi des jeunes
APP	Atelier de pédagogie personnalisé
APQFC	Association pour la promotion de la qualité en formation continue
ARACT	Agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail
ARCPP	Association régionale des cours professionnels de la pharmacie
ARE	Allocation d'aide au retour à l'emploi
AREF	Allocation de retour à la formation
AREP	Association régionale d'éducation permanente
ARFEM	Association régionale pour la formation et l'éducation des migrants
ARPP	Accords régionaux de partenariat professionnel
ASC	Allocation spécifique de conversion
ARSEC	Association pour la réinsertion sociale économique et culturelle
ASFO	Association de formation
ASS	Allocation de solidarité spécifique
ASSEDIC	Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (maintenant ce n'est plus un sigle)
AUD	Allocation unique dégressive

B

BC	Bilan de compétences
BCA	Bilan de compétences approfondi
BE	Bassin d'emploi
BEO	Bilan évaluation orientation
BEP	Brevet d'études professionnelles
BEPA	Brevet d'études professionnelles agricoles
BFE	Bassin formation emploi
BIAF	Bordereau individuel d'accès à la formation
BM	Brevet de maîtrise
BNQ	Bas niveau de qualification
BOCC	Bulletin officiel des conventions collectives
BOT	Bulletin officiel du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
BP	Brevet professionnel
BREST	Base régionalisée des stagiaires de la formation professionnelle
BT	Brevet technique
BTM	Brevet technique des métiers
BTS	Brevet de technicien supérieur

C

CA	Contrat d'adaptation
CAE	Contrat d'accès à l'emploi
CAFAD	Certificat d'aptitude aux formations d'aide à domicile
CAFAS	Certificat d'aptitude aux formations d'aide soignant(e)
CAPEP	Comité d'action pour l'éducation permanente

CARIF	Centre d'animation, de recherche et d'information sur la formation Centre d'animation et de ressources de l'information sur la formation
CAT	Centre d'aide par le travail
CBC	Congés bilan de compétences
CBE	Comité bassin d'emplois
CCI	Chambre de commerce et d'industrie
CCREFP	Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CDIAE	Comité départemental d'insertion par activité
CEDEFOP	Centre européen pour le développement de la formation professionnelle
CEFP	Centre d'éducation et de formation permanente
CEFTI-ICAM	Centre de formation aux techniques de l'industrie de l'école d'ingénieurs ICAM
CEMEA	Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active
CENFOP	Centre de formation professionnelle continue
CEPA	Centre d'enseignement professionnel et agricole
CEPA	Centre d'enseignement pour adultes
CEPPES	Centre d'éducation permanente et de promotion sociale
CERIANE	Centre d'éducation routière
CES	Contrat emploi solidarité
CESI	Centre d'études supérieures industrielles
CESR	Conseil économique et social régional
CFA	Centre de formation d'apprentis
CFAA	Centre de formation d'apprentissage agricole
CFC - CRF	Centre de formation continue - Croix rouge française
CFI	Crédit formation individualisé
CFPA	Centre de formation professionnelle pour adultes
CFPAH	Centre de formation professionnelle pour adultes en horticulture
CFPH	Centre de formation professionnelle horticole
CFPP	Centre de formation pré-professionnelle
CFPPA	Centre de formation professionnelle et de promotion agricole
CFPPSA	Centre de formation professionnelle et de promotion sociale agricole
CFT	Centre de formation transports
CH	Centre hospitalier
CHRU	Centre hospitalier régional universitaire
CIDF	Centre de formation sur les droits des femmes
CIDJ	Centre d'information et de documentation sur la jeunesse
CIE	Contrat initiative emploi
CIEDIL	Centre intergénération pour l'emploi par le développement des initiatives locales
CIEP	Centre international d'études pédagogique
CIF	Congé individuel de formation
CIFA	Centre d'information, de formation et d'adaptation
CIPPA	Cycle d'insertion professionnelle par alternance
CIO	Centre d'information et d'orientation (Education nationale)
CISC	Centre interinstitutionnel de bilan de compétence
CLD	Chômeur longue durée

CLEF	Comité local emploi formation
CLI	Contrat local d'insertion
CLIPA	Classe d'initiative pré professionnelle en alternance
CLO	Contrat local emploi formation
CM	Chambre des métiers
CNAM	Conservatoire national des arts et métiers
CNASEA	Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles
CNCP	Commission nationale de la certification professionnelle
CNED	Centre national de l'enseignement à distance
CNEI	Centre national des entreprises d'insertion
CNIFOP	Centre national d'initiation, de formation et de perfectionnement de la poterie et du grès
CNFPT	Centre national de la fonction publique territoriale
CNML	Comité national des missions locales
CO	Contrat d'orientation
CODEF	Comité départemental de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi
COPACIF	Comité paritaire des congés individuels de formation
COPIRE	Commission paritaire interprofessionnelle régionale pour l'emploi
COREF	Comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi
COTOREP	Commission technique d'orientation et de reclassement professionnel
CPA	Classe préparatoire à l'apprentissage
CPIE	Centre permanent d'initiation à l'environnement
CPO	Centre professionnel d'ornement
CPS	Centre de promotion sociale
CQ	Contrat de qualification
CQP	Contrat de qualification professionnelle
CREFO	Centre de recherches et d'études en formation et organisation
CREPS	Centre régional d'éducation physique et sportive
CRES	Comité régional d'éducation pour la santé
CRF	Contrat de retour à l'emploi
CRF	Cercle de recherche d'emploi
CRF	Croix rouge française
CRILD	Commission régionale pour l'intégration et la lutte contre les discriminations
CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires
CRREFP	Comité régional de coordination de l'emploi et de la formation professionnelle
CRRVA	Commission régionale de reconnaissance et de validation des acquis
CTF	Capital de temps de formation

D

DADS	Déclaration annuelle des données sociales
DAFCO	Délégation académique de la formation continue
DAFPIC	Délégation académique à la formation professionnelle, initiale et continue

DAVA	Dispositif académique de validation des acquis professionnels
DDASS	Direction départementale des affaires sanitaires et sociales
DDTEFP	Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
DE	Demandeur d'emploi
DEA	Diplôme d'études approfondies
DELD	Demandeur d'emploi longue durée
DESS	Diplôme d'études supérieures spécialisées
DEUG	Diplôme d'études universitaires générales
DEUST	Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques
DGEFP	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle
DIIJ	Délégation interministérielle à l'insertion des jeunes
DOCUP	Document unique de programmation
DRFP	Délégation régionale à la formation professionnelle
DRONISEP	Délégation régionale de l'office nationale d'information sur les enseignements et les professions
DRTEFP	Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
DUT	Diplôme universitaire technologique

E

EDDF	Engagement de développement de la formation
EFAS	Ecole de formation des animateurs sociaux
EI	Entreprise d'insertion
EJ	Emploi jeune
ENCP	Evaluation du niveau de compétences professionnelles
<i>ENSAM</i>	<i>Ecole nationale supérieure des Arts et métiers</i>

EPL	Etablissement public local d'enseignement
EREA	Etablissement régional d'enseignement adapté
EREF	Espace rural pour l'emploi et la formation
<i>ESC</i>	<i>Ecole supérieure de commerce</i>

ETTI	Entreprise de travail temporaire d'insertion
------	--

F

FAF	Fonds d'assurance formation
FAJ	Fonds d'aide aux jeunes [en difficultés]
FARES	Formations actions réalisations économiques et sociales
FAS	Fonds d'action sociale
FASSILD	Fonds d'action sociale et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations
FCIL	Formation complémentaire d'initiative locale
FCMB	Fédération compagnonnique des métiers du bâtiment

FDI	Fonds départemental pour l'insertion
FEDER	Fonds européen de développement régional
FEADER	Fonds européen agricole de développement régional
FEOGA	Fonds européen d'orientation et de garantie agricole
FFP	Fédération de la formation professionnelle
FI	Formation initiale
FNE	Fonds national pour l'emploi
FNOPA	Fonds national pour la formation des organisations professionnelles de l'artisanat
FOL	Fédération des œuvres laïques
FONGECIF	Fonds pour la gestion du congé individuel de formation
FONGEFOR	Fonds national de gestion paritaire de la formation professionnelle continue
FORMAJES	Formation jeunesse et sports
FPA	Formation professionnelle accélérée
FPA	Formation professionnelle des adultes
FPC	Formation professionnelle continue
FRAFP	Fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle
FSE	Fonds social européen

G

GARF	Groupement des animateurs et responsables de formation en entreprise
GCA	Groupe de classe-atelier
GEIQ	Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification
GIEPP	Groupement pour l'initiative et l'élaboration de projets professionnels
GOZ	Groupe opérationnel de zone
GRETA	Groupement d'établissements de l'éducation nationale pour la formation continue

I

IAAG	Institut aéronautique Amaury de la Grange
ICAM	Institut catholique d'arts et métiers
IEP	Institut d'éducation permanente
IFAPS	Institut de formation aux activités et professions sportives
IFAR	Intervention formation action recherche
IFGT	Institut de formation générale et technologique
IFSI	Institut de formation en soins infirmiers
IFTIM	Institut de formation aux techniques d'implantation et manutention
IFTP	Institut de formation technique professionnelle
INFRES	Institut de formation en restauration
INSTEP	Institut régional d'éducation permanente
IOA	International office automation
IPFA	Institut professionnel de formation en alternance
IREAM	Institut de recherches et d'enseignements appliqués aux métiers
IRFJS	Institut régional de formation jeunesse et sports

IRTS	Institut régional du travail social
ITHAQUE	Itinéraire personnalisé d'accès à la requalification et au diplôme
IUFM	Institut universitaire de formation des maîtres
IUP	Institut universitaire professionnalisé
IUT	Institut universitaire de technologie

M

MAFPEN	Mission académique de formation du personnel de l'éducation nationale
MEP	Mission d'éducation permanente
MEP	Maison d'éducation populaire
MFR	Maison familiale rurale
MFREO	Maison familiale rurale d'éducation et d'orientation
MGI	Mission générale d'insertion (Education nationale)
MIAGE	Maîtrise d'informatique appliquée à la gestion d'entreprise
MIF	Maison d'information sur la formation
MJC	Maison des jeunes et de la culture
MJEP	Maison des jeunes et de l'éducation permanente
ML	Mission locale
MODAL	Module d'action en lycée
MOREA	Module de préparation d'examen
MSB	Maîtrise des savoirs de base
MTEFP	Ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

N

NFI	Nouvelle filière de formation d'ingénieurs
NTIC	Nouvelles technologies de l'information et des communications

O

OF	Organisme de formation
OFFIPPEJ	Office intercommunal pour la formation professionnelle, pour l'éducation permanente, l'emploi et la jeunesse
OHFOM	Oeuvre hospitalière française de l'ordre de Malte
ONISEP	Office national d'information sur les enseignements et les professions
OPA	Organisme paritaire agréé
OPCA	Organisme paritaire collecteur agréé
OPACIF	Organisme paritaire dans le cadre du congé individuel de formation
OPCAREG	Organisme paritaire collecteur agréé interprofessionnel et régional
OPCIB	Organisme paritaire collecteur agréé interbranches
OREF	Observatoire régional de l'emploi et de la formation

P

PAE	Projet d'action éducative
PAEEO	Prestation d'amélioration de l'expression écrite et orale
PAIO	Permanence d'accueil, d'information et d'orientation
PAP	Projet d'action personnalisé
PAQUE	Préparation active à la qualification et à l'emploi
PARE	Plan d'aide au retour à l'emploi
PASPSH	Prestation d'accompagnement spécifique de public en situation de handicap
PIC	Programme d'initiative communautaire
PIJ	Projet initiative jeune
PLIE	Plan pluriannuel pour l'insertion et l'emploi
POINFOR	Pour l'insertion et la formation
POP	Prestation d'orientation professionnelle
PPE	Prestation préparatoire à l'emploi
PPI	Plan professionnel individuel
PPS	Prestation pré-professionnalisation sectorielle
PRC	Prestation de recherche de contrat
PRDFP	Plan régional de développement des formations professionnelles
PRDFPJ	Plan régional de développement des formations professionnelles des jeunes (remplacé par PRDFP)
PREJ	Programme régional pour l'emploi des jeunes
PROMOTRANS	Association pour la promotion sociale et la formation professionnelle dans les transports et activités auxiliaires

R

RMI	Revenu minimum d'insertion
ROME	Répertoire opérationnel des métiers et emplois
RSP	Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle
RTT	Réduction du temps de travail

S

SAE	Stage d'accès à l'entreprise
SAIA	Service académique d'inspection de l'apprentissage
SAIO	Service académique d'information et d'orientation
SEREP	Société d'étude et de réalisation pour l'enseignement professionnel
SES	Section d'éducation spécialisée
SIFE	Stage d'insertion et de formation à l'emploi
SIO	Session d'information et d'orientation
SIVOM	Syndicat intercommunal à vocation multiple
SIVP	Stage d'insertion à la vie professionnelle
SMAN	Stage de mise à niveau
SOFIP	Société de formation industrielle en productique
SPE	Service public de l'emploi

SRC Service régional du contrôle de la formation professionnelle
SRP Stage de reclassement professionnel

T

TRACE Trajet d'accès à l'emploi

U

UC Unité de capitalisable
UFCV Union française des centres de vacances
UFCV-CRFA Union française des centres de vacances - Centre régional de formation et d'animation
UNEDIC Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Ce n'est plus un sigle)
UNIFHORT Union nationale des instituts de formation pour l'hôtellerie, la restauration et le tourisme
UV Unité de valeur

V

VAE Validation des acquis de l'expérience
VAP Validation des acquis professionnels

Z

ZEP Zone d'éducation prioritaire

Sigles utilisés par le service des Archives régionales du Nord – Pas-de-Calais

A

AAE	Association d'action éducative
ABCD	Architecture, bâtiment, conseil, développement
ACORS	Association pour la coordination et l'organisation des réseaux de solidarité
ACR	Association cavaliers randonneurs
ADAPEP	Association du district urbain d'Arras pour l'éducation permanente
ADESPA	Association pour le développement des sports en plein air
ADNSEA	Association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes
ADPEVA	CPIE - Val d'Authie - Centre permanent d'initiatives pour l'environnement
AFORMINES	Atelier de formation de la région des mines
AFPAD	Association pour la formation permanente de l'Artois Douaisis
AFPIA	Association pour la formation professionnelle des industries d'ameublement
<i>AFSICOL</i>	<i>Association de formation du syndicat intercommunal de Carvin –Oignies - Libercourt</i>

AGAP	Association pour la gestion et l'aide à la promotion d'équipements sociaux et médico-sociaux
AGFCPS	Association pour la gestion de la formation continue professionnelle et supérieure
AHNAC	Association hospitalière Nord - Artois clinique
AIFO ou AIFOR	Accueil, insertion, formation, orientation
AMANA	Amana, centre de formation région Nord
ANITA	Association du Nord pour l'insertion par le travail adapté
APAVE	Association des propriétaires d'appareils à vapeur et électriques Nord - Picardie
APPEL	Association pour la préparation à l'emploi sur le littoral
ARA	Atelier recherches acoustiques
AREFEP	Action ressources pour l'emploi, la formation et l'éducation permanente
ARFEM	Association régionale pour la formation des migrants
AROFESSEP	Association régionale des organismes de formation de l'économie sociale et de l'éducation permanente
ARPEGE	Activités de recherche promotion étude des groupes dans leur environnement
ASFO-HC	Association de formation Hainaut-Cambrésis
ASSIFEP	Association service inter-formation d'éducation permanente
ASSIFO	Association interprofessionnelle pour la formation continue dans le littoral Nord – Pas-de-Calais.
ATEP	Association tourquennoise d'éducation permanente

C

C2RP	Centre régional de ressources pédagogiques
CAE	Centre d'action éducative

CAPEP Comité d'action pour l'éducation permanente et la diffusion culturelle
CEFIPA voir AFPIA
CEPRECO Centre de préparation aux carrières du commerce
CFPH Centre de formation et de perfectionnement d'Hautmont
CFPM-AFPIP Centre de formation aux produits de la mer - Association boulonnaise
pour la formation professionnelle dans les industries de la pêche

CFTFAD Centre de formation de travailleuses familiales et aides à domicile
CIA - GAFIT Centre de formation d'apprentis de l'industrie textile du Nord - Pas-de-Calais

CMA Centre musiques actuelles
CMAN Centre de mécanique agricole du Nord

CREAFI Coopérative de recherches, d'études et de leurs application dans les domaines de la formation et de l'insertion
CREFO Centre régional de formation, formation permanente en milieu ouvrier
CUEEP Centre université – économie d'éducation permanente

D

DEFE Dynamique européenne de formation et d'emploi
DEFI Dynamisation, éducation, formation, insertion

E

EFI Education formation insertion
EFMM Ecole de formation aux métiers de la musique
EITT European institut for travel and tourism
ESEA Ecole supérieure d'ébénisterie d'Avignon
EUDIL Ecole universitaire d'ingénieurs de Lille

F

FCEP Formation continue éducation permanente
FCP Foyer de culture populaire
FORMAG Formation et assistance en gériatrie

G

GCCI-HC Groupement des chambres de commerce et d'industrie du Hainaut-Cambrésis
GHC-CCI Voir GCCI-HC

H

HBNPC Houillères des bassins du Nord et du Pas-de-Calais
HEI Ecole des hautes études industrielles

I

IAH Institut agricole et horticole
IEP Institut d'éducation permanente de l'université de droit et de la santé
Lille II
IEP-TVL Institut d'éducation permanente Tourcoing - vallée de la Lys
ILEP Institut lillois d'éducation permanente
INSTEP Institut régional d'éducation permanente Léo Lagrange Lille
IREP Institut roubaisien d'éducation permanente
IREO Institut rural d'éducation et d'orientation de Pas-de-Calais
ISA Institut supérieur d'agriculture
ISEN Institut supérieur d'électronique du Nord
ITR Institut technique roubaisien

L

LEPM Lycée professionnel maritime
LUC Lille université club

O

OAA Orphelins apprentis d'Auteuil
OIFT Office intercommunal pour l'accueil, l'information et l'insertion
sociale et professionnelle du sud-est de l'agglomération lilloise
OMINOR Observatoire des mutations et des migrations internationales de la
région Nord - Pas-de-Calais
ORCEP Office régional de la culture et de l'éducation permanente
ORICEP Office régional d'information et de coordination d'éducation
permanente

S

SIADep Service interconsulaire Artois-Douais d'éducation permanente
SIRFAG Syndicat intercommunal de la région de Flines à Guesnain
SIRSA Syndicat intercommunal de la région de Somain-Aniche
SUDES Service universitaire de développement économique et social